

AVRIL 2022 - MAI 2023
UN AN DE LUTTE À DIJON

DIJONCTER PAPIER #5



La photo de couverture a été prise le 16 mars 2023 sur la place de la République, quelques heures après l'annonce de l'application de l'article 49,3 qui mettait fin aux débats de la réforme des retraites à l'assemblée nationale. Elle représente des pantins de Macron, Borne, Veran et Dussopt en train de brûler. Des membres de la CFDT ont ensuite été accusé-es de cet incendie outrageusement jouissif et lâché-es piteusement par Laurent Berger. Qu'iels prennent cette couverture comme un hommage et un soutien actif!



Dijoncter Papier #5 a été risographié, assemblé et façonné en 444 exemplaires à l'Espace autogéré des Tanneries par l'atelier Tanneriso, alors que le mouvement des retraites battait encore son plein, que les esprits étaient durablement marqués par la répression de Sainte Soline et que les journaux nous bassinaient avec les petits gestes du quotidien qui nous permettraient d'économiser de l'eau pour pallier à la sécheresse estivale annoncée.

La risographie est une technique d'impression semi-artisanale, les décalages et autres petits défauts font entièrement partie de son charme... Si vous avez des questions, des projets ou des encouragements à adresser à l'équipe de Tanneriso, vous pouvez les contacter en écrivant à tanneriso@tanneries.org.

La mise en page a été intégralement faite sur des logiciels libres (scribus et gimp), installés sur Debian et Tails, avec l'utilisation cruciale du système de navigation anonyme Tor ♥

Avril 2023, le mouvement social bat son plein. Nous ne savons pas si à la parution de ce magazine les rues seront encore noires de monde, les périphériques bloqués, les raffineries à l'arrêt et les centre-villes mis sens dessus dessous ou si l'aride normalité aura repris sa place.

Quoi qu'il en soit, ce qui se vit dans les rues de Dijon en ce moment est inédit. Après un début de mouvement tâtonnant, on a vu les murs et vitrines de la ville se couvrir de revendications comme jamais. On a vu se constituer peu à peu un cortège sauvage issu d'une alchimie gracile entre des féministes convaincu-es, des étudiant-es audacieu-ses, des précaires solides, des collectifs qui s'organisent en dehors des syndicats, des jeunes intrépides et des moins jeunes tout aussi résolu-es. On a vu une réunion intersyndicale au complet appeler à des manifestations sauvages. On a vu le syndicat le plus réformiste de France immoler Macron, Borne, Dussopt et Véran, ou tout du moins leurs pantins. On a vu des septuagénaires allumer des feux de poubelles en manif sauvage. On a vu une foule saccager caméras et panneaux publicitaires tout en dansant autour d'une barricade incandescente au crépuscule. On a vu une assemblée inter-lutte réunir plus de 80 personnes et redonner du souffle au mouvement après trois mois de combat.

Nous avons été traversé-es par différents sentiments : espoir, déception, surprise, excitation, lassitude, témérité, fatigue, étonnement... Toutefois, le sentiment le plus tenace est celui-ci : il existe une multiplicité de forces agissantes à Dijon motivées par un désir d'émancipation qui se trouvent et explorent de nouvelles formes de coordination. L'articulation entre ces forces est complexe. Trouver un équilibre entre la résignation agacée et le sacrifice exalté n'est pas chose facile. Mais cet effort semble porter ses fruits et permettre à la lutte sociale de ne pas s'enfermer dans les images d'Épinal : carré syndical apathique, black bloc rebutant, marche digestive hebdomadaire ou jusqu'au-boutisme kamikaze. La convergence des luttes serait-elle en route ? Ces derniers mois ont permis de mettre en lumière un cheminement moins visible qui surgit de manière épisodique.

Disons notre surprise lorsque les métallurgistes de Montbard débarquent dans la manifestation féministe du 8 mars, heureux que des mois d'Assemblées de la Grève Féministe aient réussi à élargir le front de la lutte contre le patriarcat. Disons notre étonnement de voir surgir un Sound System dans le cortège sauvage du 6 avril, réjouies du retour en force des teufeus-es dans les rues depuis la Grande Maskarade de Lieuron. Disons notre ravissement lorsqu'un rassemblement pour défendre les libertés d'expression et syndicales se confond avec un rassemblement pour les victimes de violences policières et tient tête aux interdictions de la préfecture, faisant se rencontrer les luttes écologiques et sociales confrontées à la même répression.

Dijoncter espère participer à cette dynamique en accueillant sur ces pages les divers combats décoloniaux, sociaux, féministes, écologistes... Nous souhaitons que ce qui est en train de se construire tiendra bon, saura s'adapter à la fin du mouvement social et fera preuve d'inventivité lorsqu'il se manifestera.

AVRIL 2022 - AVRIL 2023

SOMMAIRE

8/ URBANISME DIJONNAIS : LES RAVAGES CONTINUENT

La politique de la ville de Dijon contre
la défense du vivant

14/ C'EST L'HÔPITAL

QUI M'A RENDUE MALADE

Témoignages d'une soignante
du CHU de Dijon

20/ SOUS L'OEIL DE LA CAMÉRA

Réagir et s'organiser face à la surveillance

26/ VERS LA GRÈVE FÉMINISTE

Retisser les liens entre féminisme
et anticapitalisme

34/ TERRITOIRES EN LUTTE

Survol et repérage en BFC

40/ RÉFORME DES RETRAITES

Récit à chaud d'une guerre des mondes

48/ LES DESSOUS DES FAFS

Dans l'arrière-boutique du RN franc-comtois





MAIS AUSSI :

- 6/ L'ANNÉE EN CHIFFRE
- 54/ POLICER LA FÊTE
- 56/ SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- 58/ ERRANCE URBAINE
- 62/ POURQUOI ET COMMENT FÉMINISER SES TEXTES ?
- 64/ DIJONCTER.INFO, UN SITE DU RÉSEAU MUTU
- 66/ JEUX
- 70/ LES RECETTES DE L'AFA-PB

L'ANNÉE EN CHIFFRE

échantillon
numéraire d'une année
de lutte

25 000

C'est le nombre, historique, de manifestant-es à Dijon le 7 mars 2023, contre la réforme des retraites.

10 000

euros, c'est le prix estimé à l'unité et sans la main d'oeuvre des caméras dissimulées à l'espace autogérée des Tanneries et aux Quartier Libre des Lentillères (voir article p.20)

65

C'est le nombre de tags fait lors du premier carnaval des Lentillères qui a eu lieu le 26 mai dernier et auquel à peu près 600 personnes ont participé dans un florilège de costumes tous plus incroyable les uns que les autres.

2 314 291

C'est le nombre de visites (au 24 avril 2023) sur Dijoncter depuis le lancement du site

135 000

euros, c'est le prix des dégâts des manifs du 16, 18 et 20 mars contre la réforme des retraites. Dans le détail 30 000 € pour le portail de la mairie brûlé le soir du 16, et 70 000 € pour le seul 20 mars (voir article p.40)

50

C'est le nombre d'associations et collectifs qui ont affirmé leur soutien aux Lentillères dans une tribune écrite collectivement et publiée en juin dernier

200

C'est le nombre de nouvelles brigades de gendarmeries (soit 2000 gendarmes de plus et 15 milliards d'euros supplémentaires pour l'Intérieur)

5

C'est le nombre de soirée qui ont été organisées sur la fac depuis le début de l'occupation. L'amphithéâtre Eicher dans le pôle AAFE de l'université est occupé depuis le 9 mars.

ENCORE BEAUCOUP

C'est le nombre de manifestations, de rassemblements, de casseroles, d'assemblées interluttés, de tracts, d'occupations, de repas de soutien, de tags, de collages, de banderoles, de caisses de grève, de blocages, de barrage filtrant, de pancartes, ... qu'on est prêt-es à faire jusqu'au retrait !



URBANISME La politique de la ville
DIJONNAIS : contre la défense
du vivant

LES RAVAGES CONTINUENT

En 2022, la ville de Dijon ne s'est vraiment pas améliorée en absurdité urbanistique. Alors qu'elle continue de bétonner des terres agricoles ou riches de biodiversité, elle rachète des terres incultes pour ses pseudos projets agricoles. Les terrains de lutte sont nombreux et divers, du combat contre la multiplication des plate-formes logistiques aux terres libérées en passant par les campagnes anti-pub.

PUBLICITÉ HORS DE NOS VIES

Depuis la grande vague de destruction des panneaux publicitaires de 2009-2010 alors que la mairie revendait sa concession à Clear Channel, seules quelques actions sporadiques avaient eu lieu. 2022 marque le retour de campagnes anti-publicités massives et visibles.

Il y a maintes raisons de s'en prendre à la publicité :

- pollution visuelle ;
- idéologies néfastes : sexisme, ethnocentrisme, culte de l'apparence, compétition, normes, maigreur, jeunisme ;
- seules 2 entreprises sur 10 000 peuvent se permettre d'être affichées ;
- incitation à la surconsommation et au gaspillage ;
- aberration écologique : éclairage, gaspillage de papier, écrans numériques.

En avril, des affiches sont collées sur les panneaux publicitaires pour dénoncer la pub toxique des banques climaticides : BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et BPCI ont doublé leurs financements au charbon, pétrole et gaz entre 2016 et 2020. Ce sont les premiers financeurs européens des énergies fossiles.

En mai, l'opération pages blanches permet le retrait d'un millier d'affiches publicitaires à Dijon.

En juin, de nouvelles affiches sont collées pour dénoncer la pub toxique des banques climaticides.

Le 22 octobre, c'est la fin du contrat avec Clear Channel. La ville le renouvelle sans problème. L'entreprise le regrettera peut-être, car il semble qu'une

« En mai, l'opération pages blanches permet le retrait d'un millier d'affiches publicitaires à Dijon. »

des cibles des manifestations contre la réforme des retraites soit les panneaux publicitaires, qui sont presque tous brisés sur le trajet de celles-ci.

AMAZON DÉGAGE !

Après 5 ans de Macronisme, la France s'est couverte de dépôts Amazon. De 4 en 2017, nous sommes passés à 44 en 2022. On sait aujourd'hui qu'un emploi créé dans les entreprises de e-commerce détruit 6 emplois dans les commerces de proximité. En 10 ans, 122 400 emplois ont été détruits par le e-commerce en France. Et les emplois d'Amazon sont tout sauf pérennes, l'entreprise ayant annoncé 18 000 suppressions d'emploi début janvier 2023. Pourtant Macron continue de privilégier son implantation, en divisant par deux les impôts locaux d'Amazon en janvier 2021 par exemple. Face à ce rouleau compresseur, il est tout de même possible d'agir. Cela a été démontré le 26 novembre 2022 par un blocage du dépôt

Amazon de Longvic. Un entrepôt qui est contesté avant même son installation, comme le 20 janvier 2022 quand une cinquantaine de personnes se rassemblent sur le futur site d'implantation. Le centre de distribution est bloqué dès 9h45, la police ne parvient pas à dégager une entrée avant 15h30 et le courant passe bien entre les activistes et les employés. Les pneus de 25 camionnettes de livraison sont dégonflés et le blocage est finalement levé à 18h. Une action inspirante qui en appelle d'autres.



LES LENTILLÈRES FACE AUX APPÉTITS DE L'URBANISME MUNICIPAL

La lutte continue sur les Lentillères, gratifiées de "dernière ZAD de France" par les services de renseignement. Le 21 mars 2022, le maire de Dijon a réaffirmé au Conseil municipal son intention d'urbaniser deux des huit hectares du Quartier Libre.

Le 23 mai, près de 200 personnes et collectifs « penseur.euses et bâtisseur.euses de la ville », dans la tribune Quartier libre des Lentillères : construire et défendre la Zone d'Écologies Communale, affirment qu'elles souhaitent prendre part à un réseau de soutien à même de réagir en cas d'attaques diverses sur le Quartier libre des Lentillères. Les signataires demandent à la mairie de renoncer à son projet d'urbanisation d'une partie des terres et de donner aux habitant-es et usager-es la légitimité pour penser l'avenir du lieu.

La fête de printemps a été l'occasion d'organiser le tout premier carnaval des Lentillères qui a eu un franc succès. L'invitation était

de s'affubler de nos plus beaux costumes, de réveiller les esprits malins et de balayer les couleuvres mercantiles de l'attractivité urbaine.

Début juin, les marchés reprennent dans la cour de la Grange Rose.

Le 27 juin, le conseil municipal acte une nouvelle version du projet immobilier qui menace 2 hectares de terres du Quartier



libre des Lentillères sur lesquelles se trouvent les « grandes cultures », une trentaine de jardins, le fournil, le terrain de BMX, la cantine populaire, ainsi que trois maisons et plusieurs cabanes. Face à cette attaque, Fabien Robert, du groupe « Écologie pour tous », se dit réjoui et Stéphanie Modde, du groupe des écologistes et citoyen.nes, est très satisfaite. Cette dernière va même jusqu'à s'en prendre aux « zadistes » et à leurs caravanes, ce que François



Rebsamen n'avait pas osé faire. Les élus écolos sont bien loin des préoccupations de celles et ceux qui luttent pour la fin de la destruction du vivant. Heureusement, des personnes bien plus avisées réagissent dès le lendemain. En effet, le 28 juin, une tribune d'amour pour les Lentillères est publiée. Une cinquantaine d'associations et collectifs dijonnais y affirment qu'ils tiennent résolument à ce que le Quartier libre des Lentillères puisse continuer à vivre, être habité, se cultiver, se transformer et s'autogérer. Une dizaine de membres de ces collectifs font même une conférence de presse à la librairie La Fleur qui pousse à l'intérieur pour porter ce texte de leurs propres voix. Le même jour, l'Union Syndicale Solidaires 21 publie un communiqué pour exiger que la mairie cesse ses intimidations sur le Quartier libre des Lentillères et qu'elle accepte la proposition de Zone d'Écologies Communale proposée par l'assemblée des Lentillères. L'année se termine par une fête automnale et par les 10 ans du marché des Lentillères. Le quartier a encore de beaux jours devant lui.



LES BERGES DU SUZON : UN NOUVEAU FRONT POUR DÉFENDRE LE VIVANT

Lors du conseil municipal du 27 juin 2022, la municipalité décide de vendre les berges du Suzon entre Fontaine-les-Dijon et Dijon aux promoteurs 4S Immo et Edouard Denis pour le projet « Venice 2 » qui menace de détruire 3 hectares de terrains riches en biodiversité. Tout ça encore une fois avec le soutien des élus écologistes, sans présentation ni consultation aucune auprès des habitant-es du quartier.

Heureusement, les riverain-es prennent tout de suite les choses en main et déposent un recours gracieux signé par 7 associations locales. Le 4 septembre, le Vélotour passant par là donne l'occasion de lancer une pétition pour sauver les berges du Suzon qui récolte 2000 signatures en 10 jours. Le 26 septembre, les conseillers municipaux reçoivent un courrier leur rappelant leur vote irresponsable du 27 juin et les exhortant à revenir sur leur décision en demandant la convocation d'un Conseil municipal extraordinaire.

Le lendemain, le préfet de la Côte-d'Or autorise la réalisation du projet malgré un dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau désastreux : déboisement des berges, destruction des habitats d'espèces protégées, imperméabilisation des sols, risque d'inondations...

Le 20 novembre, 300 personnes inaugurent la Réserve Urbaine de Biodiversité du Suzon pour protéger le terrain menacé par le projet immobilier

Venise 2. Un décret citoyen instituant la RUBS est publié et une centaine d'arbres sont plantés.

Le 9 décembre, un recours contentieux est déposé par 4 associations locales au tribunal administratif pour excès de pouvoir contre la délibération du Conseil municipal du 27 juin.

La première Assemblée générale des usager.es de la RUBS a lieu le 11 décembre.

Le 14 janvier 2023, un cercle de silence est organisé place du Bareuzai pour attirer l'attention sur la menace du projet Venice 2. Le 23 janvier, le Maire de Dijon accorde un permis de construire aux promoteurs groupe Edouard Denis et 4S Immo pour y ériger 85 logements, détruisant 90% de la biodiversité du site. Le 14 mars, Nathalie Koenders, première adjointe au maire de Dijon, est interpellée en réunion publique au sujet du projet immobilier Venice 2. Acculée, elle tente d'intimider une représentante du collectif "Sauvons les berges du Suzon" en la menaçant : « Je sais très bien où vous habitez. » Dès le lendemain, le collectif répond en rappelant que ce sont déjà 1784 Dijonnais-es qui refusent ce projet. Et le 16 mars, le Quartier Libre des Lentillères et l'Espace Autogéré des Tanneries publient un communiqué de soutien aux berges du Suzon. Face à la menace grandissante, une chaîne humaine est organisée le 2 avril pour protéger la Réserve Urbaine de Biodiversité du Suzon. D'autres actions sont en préparation pour le printemps. La lutte ne fait que commencer, si vous souhaitez venir soutenir ce combat, tenez-vous informé-es !





CHRONOLOGIE 2022

24 mars 2022 : Banderole déployée sur les grilles du jardin Darcy à Dijon et sur la citadelle de Belfort : Macron a livré notre région à Amazon.

31 mars : saisi par les Amis de la Terre et France Nature Environnement, le tribunal administratif de Besançon annule le permis de construire et l'autorisation environnementale accordés à un projet d'entrepôt Amazon de 76 000 m² à Fontaine, près de Belfort.

2 avril : marche contre la bétonisation et reprise de terres aux Vaîtes à Besançon. Ouverture des assises nationales des jardins populaires en lutte.

4 avril : procès de 6 faucheurs volontaires de Côte-d'Or suite à la destruction d'une parcelle d'essai de Colza OGM en 2017 à Villy-le-Moutiers. Repoussé le 14 décembre.

6 mai : alors que la ville de Dijon inaugure sa Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin, les Lentillères inaugurent une cantine populaire.

7 mai : une banderole « Qui sème le béton aura la dalle » est accrochée sur la grue du chantier immobilier qui a suivi la destruction des Jardins de l'Engrenage.

22 mai : 1013 affiches retirées des panneaux publicitaires du Grand Dijon.

24 mai : vigie citoyenne à Moloy près du CEA de Valduc pour l'abolition des armes nucléaires.

26 mai : Carnaval des Lentillères.

2-3 juin : action contre les OGM : banderole déployée devant un colloque de l'INRAE à Dijon.

4-5 juin : occupation de la place de la Révolution à Besançon par Extinction Rébellion pendant 24h.

6-9 août : jeune-action contre l'arme atomique au CEA Valduc.

23 septembre : Grève pour le climat.

24 septembre : banderole « On s'en fout de la gastronomie, on veut faire nos semis » déployée en face de la Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin.

12 novembre : marche pour le climat.

20 novembre : foot de rue pour dénoncer les horreurs de la coupe du monde de football au Qatar.

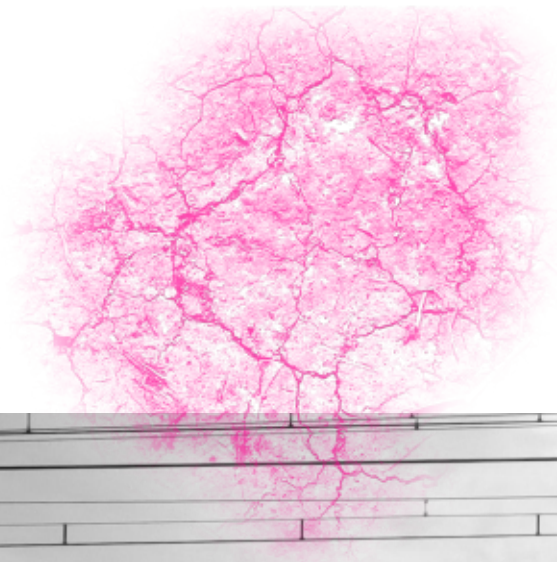


26 novembre : blocage du dépôt Amazon de Longvic à l'occasion du Black Friday par une soixantaine de personnes. Repas de soutien aux faucheurs volontaires d'OGM.

14 décembre : manif pour accompagner les 6 faucheurs volontaires de la place Wilson jusqu'au tribunal.

15 décembre : banderoles déployées à Dijon et Moley, près du CEA Valduc, pour l'abolition des armes nucléaires.

30 décembre : plantation sauvage d'arbres dans les buts du terrain de foot du stade des Charmettes et dans les pelouses de Fontaine-les-Dijon par Plantation Rebellion. ■



POUR ALLER PLUS LOIN

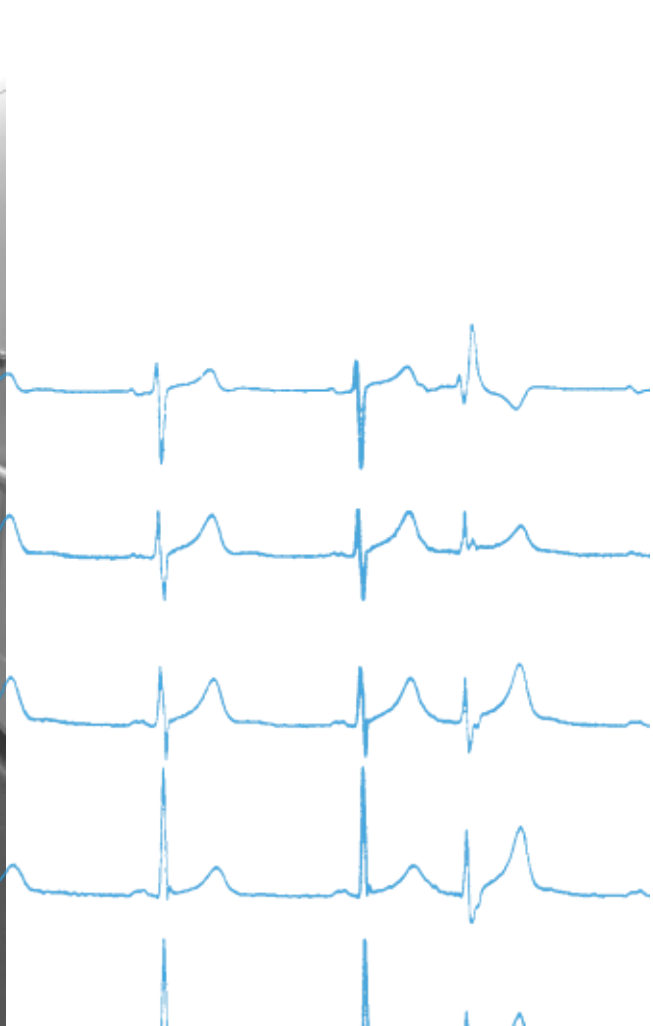
3858 - Non au béton là où coule le Suzon !

4168 - Blocage d'Amazon contre le Black Friday, XR Dijon passe à la vitesse supérieure

3787 - 50 associations et collectifs dijonnais affirment leur soutien aux Lentillères

3710 - Opération Pages Blanches : 1013 affiches publicitaires enlevées à Dijon





« C'EST L'HOPITAL QUI M'A RENDUE MALADE »

Témoignage
d'une soignante
du CHU de Dijon

W. nous propose ici le récit de son parcours de soignante, de 2016 à 2023. Alors qu'actuellement, elle se relève à peine d'une grave période d'épuisement professionnel, elle revient sur la crise de l'hôpital qui, bien avant le Covid, commençait déjà à ronger les institutions médicales au nom du capital.

Primes sans cotisation, postes non-remplacés, heures supplémentaires impossible à refuser, manque de temps pour bien faire son travail, maltraitance, suppression de postes, revendications et grèves inaudibles pour la direction - une description très questionnante de l'hôpital comme entreprise, pour ouvrir quelques pistes de réflexion sur les grèves et les réquisitions en cours jusque dans le secteur privé.

Cet article n'est qu'un extrait du témoignage initial de W. que vous pouvez retrouver en entier sur dijoncter.info

W : En janvier 2016, le CHU de Dijon m'a appelée [...] pour me proposer un poste en chirurgie cardiovasculaire et thoracique. C'est connu pour être un des endroits qui bougent le plus avec la réanimation et les urgences.

Au début je me suis épanouie. J'apprenais en prenant petit à petit confiance, parce que j'étais une toute jeune diplômée. Ce que j'aimais dans la nuit, c'était ce temps qu'on avait avec les patients. La nuit c'est anxiogène, donc il y a des patients qui vont t'appeler juste pour discuter - et j'appréciais ça. [...]

À un moment j'ai eu un arrêt maladie pour des soucis de cheville et on m'a proposé de passer dans l'équipe de jour. J'ai accepté et là j'ai vu tous les problèmes de l'hôpital que je voyais pas la nuit. Je faisais des heures supplémentaires et je trouvais que je manquais de temps auprès du patient. Les infirmières par exemple, elles faisaient leurs soins et elles mettaient pas le bassin pour récupérer les urines parce que c'était pas leur rôle. Mes collègues disaient qu'elles n'avaient pas le temps de le mettre, sauf que c'est une minute de perdu au maximum. Je voyais bien qu'il y avait aussi ce rejet du rôle d'aide-soignante chez les infirmières, alors que c'est la seule chose qu'on a le droit de faire sans prescription. En tout cas c'est sûr, poser un bassin, ça prend pas tant de temps mais masser des gens, c'est plus compliqué.

La nuit c'est différent, on arrive, on fait un premier tour avec l'aide-soignante, on s'assure que le patient a de l'eau, que le bassin pour recueillir les urines est vide, on le masse pour les escarres, on fait le traitement de nuit, on les chouchoute quoi. J'aime vraiment prendre mon patient en charge dans une globalité et parler, échanger avec lui. Je pense que c'est la base, et que c'est vraiment dommage parce que c'est ce qui est en train de se perdre à l'hôpital.

J'ai été voir ma cadre pour lui dire que je me plaisais pas de jour et que le rythme ne me convenait pas. J'ai repris de nuit avec pas mal de jeunes diplômé-es, et une infirmière qui a participé à mon épuisement professionnel. Elle était pas consciencieuse, elle était maltraitante, je passais mon temps à vérifier derrière elle, à stresser pour ses patient-es et en plus de tout ça à faire des rapports toutes les nuits sur ce qui se passait et qui ne marchait pas. [...] Ça a duré presque un an et à chaque fois que je travaillais avec elle, c'était l'angoisse totale. Je pense que cette infirmière se rendait pas compte qu'elle était maltraitante, il y avait beaucoup de fatigue. [...]

Au moment du Covid, j'ai fini par être arrêtée pour ma protection car j'ai deux pathologies pulmonaires. On était encore sans masque et l'Italie croulait sous les morts. On surveillait un petit peu, on voyait bien les services de réanimation se remplir à l'intérieur du CHU. Quand on a vu que ça montait dans les étages, ma cadre m'a dit de m'arrêter. Mais j'ai quand même attrapé le Covid à l'hôpital. J'ai été arrêtée presque 6 mois, parce qu'après il faut une



« À ce moment-là, on avait à peine le temps de manger sur 12 heures [de travail]. »



« Je pense que c'est la crise du Covid qui m'a tuée le plus au final, c'est ce qui a révélé le problème de l'hôpital. »



rééducation pulmonaire. Cet arrêt-là à ce moment-là, en fait il m'a soulagée. Ça m'a évité un burn-out et cette infirmière a quitté le service avant que je revienne.

Quand j'ai commencé au CHU, on avait des fois 3 heures de calme sur 10h de nuit, et quand j'ai terminé à ce moment là, on avait à peine le temps de manger sur 12 heures.

Le Covid on l'a vu arriver au même titre que tous les Français ; on nous a pas prévenu-es. Quand on a dit aux chirurgiens qu'il fallait calmer les opérations, ils étaient pas d'accord. Quand vous vous faites opérer du cœur, il faut passer 24 heures en réanimation et il y avait plus de place en réanimation, en plus du risque d'infection qui fait pas bon ménage avec les opérations du cœur...

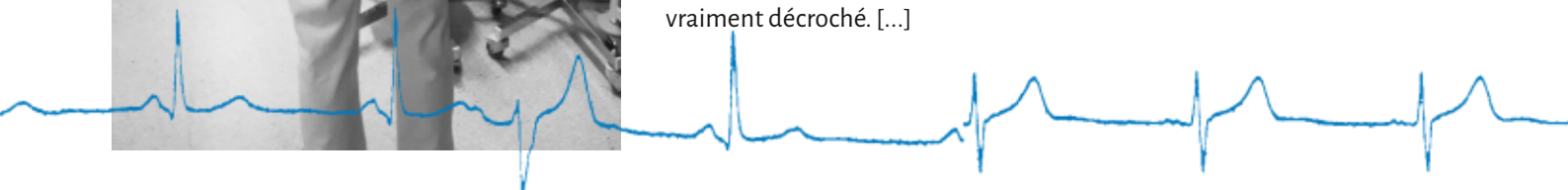
Je suis revenue à l'été 2020 et on a vu le problème que ça a causé de repousser les opérations et les limites, on a repoussé des gens dont les opérations étaient a priori pas urgentes mais qui ont eu des complications parce que leurs artères ont souffert entre-temps, le cœur s'est fatigué ; et puis ce manque de place constant en réa...

Je pense que c'est la crise du Covid qui m'a tuée le plus au final, c'est ça qui a révélé le problème de l'hôpital. Récemment on m'a encore dit : "Non je prends pas ton papy de 70 ans en réa parce qu'il ne reste qu'une place en surnombre, on est samedi soir, s'il y a un jeune qui a un accident, j'aurai pas de place pour lui." Ou alors une patiente de 40 ans amputée, polyopathologique, mais qui veut vivre, on vous dit : "Mais non, moi je la prends pas en réa, elle est trop lourde." Mais ma patiente elle veut vivre... Il débat de sa vie à côté d'elle, moi je vais lui tenir la main et il lui dit : "Ah mais vous avez une super infirmière". Mais non ! Je suis juste humaine, et lui il voit juste un dossier.

Les situations comme ça, c'est plus possible, j'ai l'impression que les seules personnes qui peuvent tenir c'est celles qui n'ont pas de cœur, c'est horrible mais c'est vraiment ça. [...] C'est horrible parce que c'est une institution dont on a besoin, une institution où on peut tous se retrouver. Moi j'y suis passée autant en tant que patiente que'en tant que soignante, et quand on voit les limites, c'est trop. [...]

J'ai une première collègue qui a fait un burn-out, je me suis dis que c'était parce qu'elle venait d'avoir un enfant. Mais j'ai une autre collègue qui m'a dit qu'elle n'en pouvait plus et qu'elle allait faire une reconversion. C'était les collègues dont j'étais le plus proche, celles qui pour moi travaillaient le mieux.

À un moment, j'ai perdu ma tante qui avait 4 enfants dont 3 mineurs. J'ai vu qu'à l'hôpital j'étais moins souriante, j'étais moins patiente, j'étais moins agréable avec mes patient-es, je prenais moins le temps aussi, alors que je suis quelqu'un qui était réputé pour papoter avec mes patient-es. Je me suis dit : "Ok là, il y a un truc qui va pas, il faut que j'arrête." Au début on m'a parlé d'"anxiété généralisée". En fait j'ai passé 10 jours sans pouvoir sortir de mon lit, sans pouvoir me nourrir, je buvais, c'est tout. J'ai vraiment décroché. [...]



Jusqu'à octobre dernier je me disais encore que je retournerai à l'hôpital dans mon service. En y réfléchissant, c'est pas possible pour moi de retravailler en service, je suis en contradiction complète avec mes valeurs. [...] Je veux plus tenir la main pendant que quelqu'un souffre, sans pouvoir apporter le soin que j'aurais pu. Changer les couches et masser c'est pas un problème pour moi, c'est pas ça... J'ai vraiment compris que c'est l'hôpital qui m'avait rendu malade. [...]

Il y a une autre chose qui m'a tuée c'est le passage des journées de 10h à 12h, en 2021. On faisait 18h45 - 7h. À l'hôpital, on a un solde d'heures qu'on doit par an. Quand on est de nuit, on doit moins d'heures que les gens de jour. Mais quand on passe en 12h au lieu de 10h, on fait des heures qui sont comptées comme des heures de jour de 18h à 21h et de 6h à 7h. Donc je devais autant d'heures qu'une fille qui travaillait de jour et j'avais pas mes repos compensateurs pour être de nuit. Ça nous a épuisés, parce qu'on cumulait. Faire trois nuits de 12h d'affilées, c'est faire 36h en trois jours. C'était très difficile physiquement. En plus au moment de la relève, on n'avait pas d'aide-soignant-e pendant deux heures, on passait notre temps à répondre aux sonnettes, on pouvait même pas préparer nos soins, commencer notre tour, parce qu'il y avait trop de demandes.[...]

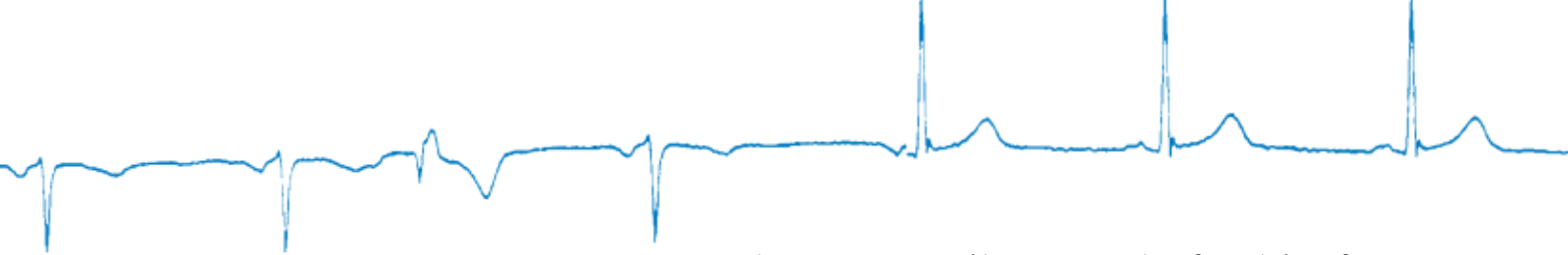
En fait tout ça, c'est juste une histoire de chiffres, et ça, c'est l'administration. [...] Ils nous voient comme des pions, ils nous placent comme ils veulent. À un moment on a quand même eut à l'administration, dans les haut placés, l'ancien directeur de Michelin. Pour diriger un hôpital ! [...] On ne se comprenait pas. On pouvait pas leur expliquer "je sais, je dois plein d'heures, mais je suis crevée parce que je fais de la nuit" parce qu'ils répondaient "tu dois faire tant d'heures par an et puis c'est tout".

C'est pas légal de faire travailler 36 heures quelqu'un en 3 jours mais à l'hôpital, il y a les heures supplémentaires. À mon niveau d'infirmière de 6 ans d'expérience, une nuit en 12h c'est 350 €. Au début franchement, on y est toutes allées : "350€ ? j'en fais tous les mois !" Sauf que c'est comme ça qu'on s'épuise. Il nous manquait deux personnes en congé maternité et un poste pas remplacé, donc il fallait toujours reprendre des nuits. Il y a cette espèce de contrainte qu'on s'impose à nous-même parce qu'on est une équipe, on sait que si on reprend pas les nuits ça va être quelqu'un d'autre qui va être appelé. C'est un cercle vicieux donc on se dit toutes : "Allez, je reprends une nuit par ci, une nuit par là." Donc tu fais 24 heures légalement et tu fais 12 heures en heures supplémentaires. Même au niveau de ton compteur de planning c'est pas compté, donc c'est pas dans tes repos. Mais on va quand même te rappeler pour prendre des heures supplémentaires, parce que des fois ils savent plus quoi faire, avec les soignant-es qui ont le Covid, les collègues qui ont déjà fait 3 nuits... T'as pas le choix de dire non. Tout le monde était obligé de prendre des heures supplémentaires. Et t'as pas eu le repos d'avant, du coup tu es aussi moins efficient-e, tu fais des erreurs... Quand t'as l'habitude de te lever à 5h et qu'on te demande de faire une nuit, t'es épuisé-e. Une fois, j'ai pas lu la bonne ligne de résultat, puis au moment du bloc on a vu que mon



« En fait tout ça, c'est juste une histoire de chiffres. [...] Ils nous voient comme des pions, ils nous placent comme ils veulent. »





« C'est pour ça qu'on est plein à partir de l'hôpital. Quand on est soignant-e, on a quand même des valeurs à l'opposé de ce que le capitalisme prône. »



patient était trop anti-coagulé. Mon interne était fatigué, il m'a fait confiance, mais moi aussi j'étais fatiguée et je me suis trompée de chiffre.

Tout ça, ça a tué ma volonté de travailler.

À un moment, on a été augmenté-es avec la prime Ségur de 180€. Sauf que c'est une prime, ça compte pas dans ta retraite et elle peut sauter à tout moment. On s'est dit après en réfléchissant qu'on nous avait un petit peu acheté-es - comme avec les heures supplémentaires.

Le problème c'est vraiment que, pour eux, on est juste des cases et des pions. Par exemple, je suis passée en commission pour être prise en charge à 100 % sur mon salaire, pour ma maladie professionnelle - qui n'en est pas une d'ailleurs, car le burn-out n'est pas reconnu comme une maladie professionnelle, alors que c'est la définition même non ? Bref.... J'ai été reconnue en maladie grave, et arrêtée jusqu'à mars 2023. Sauf que je suis encore sur le planning, donc je ne suis pas remplacée même en étant à l'arrêt complet pour plusieurs mois. Pareil pour une grossesse. C'est des postes occupés par des absent-es. Même problème avec les mi-temps thérapeutiques, dont le principe est d'être là en plus pour reprendre petit à petit, en mi-temps. Pourtant ils occupent un poste sur le planning.

[...] Quant à créer de nouveaux postes, l'optique c'est plutôt d'en supprimer. [...] Qu'on fasse la grève ou qu'on fasse la liste des tâches qu'on fait pour qu'ils se rendent compte, ça a rien fait. Les seuls moyens de pression qu'il y a eu réellement, c'est quand on en a parlé à notre chirurgien. Il a dit : "J'arrête d'opérer si vous leur enlevez l'aide-soignant." Là, la question ne s'est plus posée. C'est lui qui rapporte l'argent à l'hôpital. S'il arrête d'opérer, il n'y a plus d'argent qui rentre.

Y a cette idée que maintenant l'hôpital c'est aussi une entreprise. Un patient dans un lit en chirurgie une nuit, c'est 3000 €. Il faut qu'il sorte le plus vite possible. Sans parler des soins, de la nourriture, de l'infirmière à payer... juste le coût du lit du patient. Il y a un slogan qui revient souvent chez les soignants : "L'hôpital n'est pas une entreprise, le patient n'est pas une marchandise." Sauf qu'on est bien dans un monde capitaliste. C'est pour ça qu'on est plein à partir de l'hôpital. Quand on est soignant-e, on a quand même des valeurs à l'opposé de ce que le capitalisme prône. Là quand j'ai postulé, j'ai même pas regardé la paye, j'ai juste postulé dans un endroit où je veux être épanouie. C'est deux mondes différents, eux ils calculent en chiffre et nous on calcule en épanouissement.

Ce que je trouve dommage c'est que comme ça, ils détruisent des soignant-es exceptionnel-les. J'ai une amie qui veut plus être infirmière, et qui était une des meilleures que j'ai pu connaître. Mais elle veut plus parce que ça l'a tuée.



[...] Aussi quand on choisit un métier comme ça, c'est un métier passion. C'est pour ça qu'ils jouent à nous le rappeler, pour nous faire dépasser nos limites. [...]

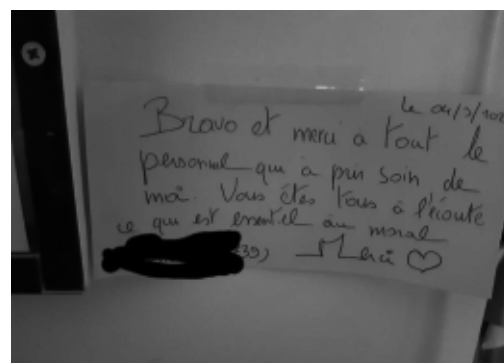
Nos dirigeants, ils s'en foutent de détruire l'hôpital public, puisqu'ils vont dans des super cliniques où il y a des supers chirurgien·nes et des super infirmières, qui ont une charge de travail vachement réduite, parce qu'il y a des moyens incroyables qui sont mis en place. [...]

Le premier plan de restructuration de l'hôpital qui a commencé à le détruire, c'est 2006, et les suicides de soignants depuis 2010 se sont empirés. On est les mieux placé·es pour savoir comment faire... une ampoule de potassium et c'est fini. Il y a pas beaucoup de psychologie à l'hôpital, pas le droit de relâchement, pas de discussion en équipe sur des cas difficiles. Avec le Covid, ils ont ouvert une cellule, mais il y avait une psychologue pour tout le CHU. C'est dix mille employé·es... Alors ils tentent des trucs : on a un "lit-cocon". [...] Il y a des mecs dans les bureaux qui se sont dit : "Mais c'est une super idée !" - Non. Investissez dans un poste ! Ils ont passé des milliers d'euros là-dedans... Donnez-nous des temps d'équipe, des temps d'échanges, une fois par mois ce serait pas mal ! On a besoin de temps d'échange pour éviter de tout garder pour nous. Parce que quand on a des pauses, on va parler de notre vie privée, on va essayer de rigoler, on va avoir envie d'oublier. [...]

Même si j'ai toujours une petite flamme, je me sens résignée. C'est pour ça que j'ai changé d'endroit, c'est pour ça qu'on est plein à changer de métier ou à partir. Parce qu'on sait que l'hôpital public, il y a une fissure en dessous, et on le voit s'effondrer. C'est le Titanic quoi ! Je me vois comme les violonistes sur le Titanic. Là, j'ai pris un radeau de secours, et je me suis barrée. Ce sera toujours comme ça. On va continuer à traverser des crises, et la santé c'est très cher, et malheureusement c'est sur ça que les concessions sont faites.

En conclusion : j'ai démissionné. J'ai passé mon entretien à l'hospitalisation à domicile de la Fedosad et je reprends aux alentours du 15 mai, je suis encore sous traitement après mon burn-out et je suis fatiguée physiquement. J'espère m'épanouir là bas c'est 80% de palliatif. J'ai pas peur de la mort. J'ai juste besoin de les accompagner dignement. ■

W.



« Parce qu'on sait que l'hôpital public, il y a une fissure en dessous, et on le voit s'effondrer. Je me vois comme les violonistes sur le Titanic. »



SOUS L'OEIL DE LA CAMÉRA

Réagir et s'organiser
face à la surveillance

Le 18 février, un communiqué de l'Espace autogéré des Tanneries et du Quartier Libre des Lentillères a rendu public la présence de deux caméras cachées devant chacun de ces espaces militants. Un mois après, un rassemblement de plus de 300 personnes déambulait joyeusement dans les rues du centre-ville pour réaffirmer que la surveillance ne sera jamais banalisée.

Morgan est un habitant des Lentillères et Emma une habitante des Tanneries. Iels reviennent sur cette découverte et sur les processus de réaction qu'ils ont mis en place.



Est-ce que vous pouvez nous raconter quelle forme prend la présence policière et la surveillance dans vos quotidiens ?

Morgan : J'ai l'impression que la présence de la surveillance est un peu générale, elle est liée à mon téléphone et au fichage massif, mais j'ai pas l'impression d'être ciblé particulièrement. Aux Lentillères c'est sûr qu'il y a la menace permanente d'une expulsion. J'habite là-bas depuis 9 ans et tous les ans j'ai cru qu'on allait se faire expulser à la fin de la trêve hivernale. Mais à part ça au quotidien, les flics passent des fois mais la répression prend pas plein de place dans ma vie parce qu'il y a une sorte de statu quo aux Lentillères. Il y a plusieurs fois des flics qui sont venus devant chez moi, il y a un côté un peu stressant mais ça n'a jamais débouché sur quoi que ce soit. Je me dis que c'est pas spécialement avec les keufs que ça se décide mais plutôt avec la mairie.

« J'ai commencé à réfléchir à tout ce que la caméra avait filmé et au fait que les flics pourraient utiliser des trucs quelconques pour les retourner contre moi. »

Emma : Aux Tanneries j'ai l'impression qu'il n'y a pas de présence policière au quotidien, à aucun moment j'imagine que la police va débarquer. Par contre c'est sûr que pour moi la répression est aussi dans la surveillance, dans le fichage de qui s'organise ou qui habite aux Tanneries. Comme c'est le cas dans plein d'autres lieux militants.

Comment vous avez réagi en apprenant la présence de ces caméras ?

Morgan : Le truc stressant c'était de se dire qu'il y avait peut-être une procédure judiciaire en cours. Savoir que les flics rassemblent des infos ça met pas très à l'aise. Mais honnêtement apprendre qu'il y avait une caméra ça m'a rien fait, pas plus que toutes les autres caméras qui sont déjà dans ma vie. Savoir qu'elle était cachée ça fait quelque chose, mais je me dis aussi que les flics peuvent avoir accès à tout ce qui se passe sur mon téléphone et que c'est pas visible non plus. En vrai je ressentais plus la répression quand j'avais beaucoup de lien avec le milieu de la

drogue, il fallait être loin de son téléphone, trouver plein de stratégies... C'était beaucoup plus présent à ce moment-là.

Emma : Pour moi ça change un truc dans le sens où j'ai l'impression de maîtriser à peu près la surveillance de mon téléphone. Même si en réalité c'est beaucoup plus latent que ce qu'on peut imaginer. La caméra ça a changé plein de chose. Au début on a beaucoup imaginé que leur présence impliquait une

RÉCAPITULONS

En octobre 2022, deux dispositifs de vidéosurveillance sont découverts aux entrées de l'Espace autogéré des Tanneries et du Quartier libre des Lentillères. Camouflés dans des boîtiers anodins accrochés au sommet de poteaux électriques, les deux dispositifs sont composés d'une caméra à globe orientable et d'une antenne de transmission des données, et alimentés par le biais du poteau électrique. L'analyse de photos privées et de google street view permettent d'attester la présence de telles caméras aux mêmes endroits depuis au moins 2019, sur des périodes de plusieurs mois. En janvier 2023, un communiqué est signé par des usagè-res des Tanneries et des Lentillères pour dénoncer la surveillance dont iels ont fait l'objet et appeler à un rassemblement trois semaines plus tard dans le centre-ville de Dijon. Début février, une tribune de soutien dénonce la surveillance policière, elle est portée par le syndicat Solidaires 21 et co-signée par de multiples organisations et personnalités du monde dijonnais. Le 17 février, la préfecture publie un arrêté interdisant le rassemblement "Bal masqué contre la surveillance policière" prévu pour le lendemain. Le 18 février, une conférence de presse conjointe des Tanneries, des Lentillères, de Solidaires 21 et de la Ligue des Droits de l'Homme dénonce une surveillance politique. Ce même jour, 300 personnes sont présentes au rassemblement de soutien place du Bareuzai malgré l'arrêté d'interdiction de la préfecture, le rassemblement est marqué par des prises de paroles de la Quadrature du Net et de Saccage2024 et par une manifestation festive en ville contre l'État policier. À ce jour, les institutions publiques prises à partie n'ont jamais apporté la moindre réponse. Des réflexions sont toujours en cours sur les poursuites juridiques à donner à cette affaire.



procédure, une enquête et donc des potentielles suites. Ça m'a un peu fait vriller parce que j'ai commencé à réfléchir à tout ce que la caméra avait filmé et au fait que les flics pourraient utiliser des trucs quelconques pour les retourner contre moi. On sait qu'ils ont déjà utilisé tout et n'importe quoi dans d'autres histoires.

Comment vous vous êtes organisé-es pour penser une réaction collective ?

Emma : Individuellement je pense que j'ai pas fait grand chose à part avoir peur (rires). Au début il y a eu un petit moment de paralysie collective. On a commencé par se dire qu'il fallait vraiment faire quelque chose et après pendant une période il ne s'est rien passé, peut-être parce qu'il fallait qu'on digère la nouvelle. Personnellement j'ai beaucoup stressé, puis il y a eu une réponse collective qui m'a rassuré en me donnant de la prise sur la situation.

Morgan : Moi individuellement je me suis demandé ce que j'avais fait qui serait visible sur ces caméras. Après j'étais paumé, je savais pas s'il fallait médiatiser ou pas. Le premier réflexe que j'ai eu c'est d'aller contre moi-même. Je me disais qu'il fallait pas

« C'est l'arme qu'ils utilisent pour nous niquer, cette espèce de paralysie. Je me suis dit qu'il fallait aller contre ça, en parler et les afficher. »

médiatiser parce que j'étais pris par la peur et que c'est l'arme qu'ils utilisent pour nous niquer, cette espèce de paralysie. Je me suis dit qu'il fallait aller contre ça, en parler et les afficher.

Est ce que vous pouvez dire deux mots des difficultés à s'organiser face à ce type de répression ?

Emma : Ça a créé une sorte de secret, c'était difficile d'en parler. D'abord parce que découvrir une caméra ça te fait soupçonner qu'il y ait d'autres outils de surveillance, comme des micros ou des flics infiltrés. Ça crée une méfiance générale. Et il y a aussi l'envie de garder la surprise du "coup politique" de la médiatisation, faire que les flics ne soient pas au courant.

Morgan : Moi j'ai l'impression que la nécessité du secret est bien là. Ça veut dire qu'il ne faut pas en parler beaucoup, pas au téléphone, il faut capter les gens individuellement... On sait pas qui a été mis au courant ou pas... Ça fait que des gens se retrouvent complètement extérieurs à l'histoire. Ça pour moi c'est compliqué parce que ça crée une forme de fierté d'être à l'intérieur du secret. Des personnes l'apprennent tardivement, par des gens qui sont un peu fiers de savoir depuis longtemps. Ça crée plein de rapport d'ego et de pouvoir qui empirent la situation. Est-ce que t'en es, est-ce que t'en es pas ? Est-ce qu'on a de la confiance avec toi ? Ça crée plein de trucs chiants en plus de la difficulté de s'organiser sans nos moyens de communications habituels. Tout ça fait le game des keufs : on se sent tout seul, séparé des autres... Et pour lutter contre ça il faudrait plein d'énergie mais cette énergie est mise à lutter contre les keufs.

C'est toujours un peu triste ce que ça crée...



Emma : Il y a un truc que je vois maintenant mais que j'étais incapable de penser au début, c'est qu'il y avait un enjeu à redescendre en pression. C'était important de faire ça correctement, en respectant des pratiques de sécurité, mais il y avait aussi une part un peu irrationnelle de stress qui a provoqué de la méfiance. Je suis capable de le dire aujourd'hui parce qu'il y a du temps qui est passé, avec un processus collectif et un rassemblement. Sur le moment, on était plusieurs à ne pas être capables de voir ça... C'est un problème parce que c'est exactement là que la surveillance gagne, en mettant des obstacles aux processus d'organisation et en empêchant une réponse vraiment collective qui nous fasse nous sentir ensemble.

« Les Tanneries et les Lentillères sont des lieux ancrés à Dijon depuis très longtemps, fréquentés par énormément de dijonnais·es. »



Pourquoi avez-vous décidé de rendre ça public ?

Emma : Après le premier moment de peur, on s'est demandé si on pouvait tirer quelque chose de positif de tout ça. Les Tanneries et les Lentillères sont dans une situation particulière, ce sont des lieux ancrés à Dijon depuis très longtemps, qui sont fréquentés par énormément de dijonnais·es mais aussi par des gens de partout. Comparé à des histoires de surveillance qui ont touché des personnes de manière individuelle, on était dans une situation qui permettait plus facilement de porter un message politique sur la surveillance. En plus ça tombe dans un contexte particulier. Au même moment des caméras étaient retrouvées chez un militant du mouvement contre les méga bassines et une loi était votée, dans le cadre des JO, pour légaliser un nouvel algorithme de reconnaissance faciale. Du coup ça avait du sens de porter un discours plus large.

Un mois après la médiatisation, il y a eu un rassemblement à Dijon. C'était quoi votre envie avec ce moment ?

Morgan : Personnellement je trouvais ça important et cool de



faire un rassemblement. Je nous sentais assez séparé les un·es des autres, et j'avais l'impression de me retrouver seul face à la machine de guerre qu'est l'État. On peut écrire des articles et parler à des journalistes mais ça ne nous lie pas ensemble. Pour moi faire un rassemblement c'est se sentir ensemble en mettant de la force dans un truc concret. C'était pas juste un rassemblement statique, c'était très festif et on est aussi parti·e en manif. Pour moi ça a guéri un truc. Certain·es copains·copines étaient pas là parce qu'ils s'étaient senti·es trop loin du processus, ça m'a rendu triste parce que pour moi c'était le moment de guérir ça, de se sentir ensemble, un peu fort·es, un peu stylé·es, joyeu·ses et visibles. C'était pas un rassemblement méga offensif (même s'il a été interdit), mais pour moi c'était pas tant ça le but, le but c'était plutôt de trouver de la joie et de se dire que c'est nous, les gens visé·es par cette surveillance, et qu'on peut pas se laisser séparer. J'ai l'impression que c'est ce que ça nous a donné. Ça m'a fait trop du bien, c'était plein de force, plein de joie, un peu familial (rires), pas au sens hétéronormé et nucléaire bien sûr mais au sens où on partage nos



vies quotidiennes et que certains moments sont un peu rituels ou cérémonieux comme dans une communauté. On partage de la force, on montre qu'on est là, on prend la rue.

Aussi il y a une particularité, c'est que l'organisation du rassemblement était en mixité choisie.

Morgan : Ouais, on l'a pas décidé mais de fait on s'est retrouvé-es en mixité choisie sans mec cis et c'était vraiment super. La place des interviews et le fait de parler avec des journalistes, c'est des trucs qui sont genrés. Il y a des personnes qui ne sont pas des mecs cis et qui se sentent de prendre cette place mais moi non par exemple. Organiser un rassemblement, ça donne de la place à des gens qui se sentent pas de faire ça ou qui ne sont pas mises en avant. On pouvait partager nos doutes, se dire qu'on était stressé-es,... S'il y avait eu plein de mecs cis absolument sûrs d'eux, j'aurais juste suivi un truc. Là, l'organisation permettait le doute sans laisser place à l'inaction, un doute qui donne de la confiance et permet de soigner le processus collectif.

Emma : J'ai trouvé le rassemblement super. Le fait qu'il ait été interdit mais qu'il ait quand même eu lieu et qu'il se soit bien passé, je pense que c'est un des trucs les plus forts qui aient été faits dans cette séquence. Ça m'a fait du bien parce que c'est venu mettre une fin à la première étape de ce processus.

C'est quoi votre moment préféré ?

Morgan : Moi j'avais participé à faire une banderole de cinq mètres de haut. On s'est rendu-es compte après l'avoir fait qu'on avait plus vraiment de spot pour l'accrocher... On est quand même parti-es au lieu de rendez-vous sans savoir ce qu'on allait en faire, alors on l'a laissée dans un vélo, mais les keufs se sont immédiatement postés autour. Quand on a fini par partir en manif sauvage, on a vu les keufs qui se cassaient, on a récupéré la banderole et c'était vraiment joyeux, comme si tous nos problèmes s'annulaient au fur et à mesure du rassemblement. Après on est allé-es place de la Lib' devant la mairie et on a réussi à accrocher cette banderole sur les grilles de la mairie ! On a même réussi à la récupérer après, ce qui était vraiment inespéré. À ce moment-là, il y avait des objets électriques qui avaient été déversés devant la mairie et des gens se sont mis à les faire passer à travers les grilles. Plein de petits objets électroniques potentiellement sur écoute ont été balancés de l'autre côté des grilles de la mairie, avec des keufs cachés qui nous regardaient faire, c'était vraiment drôle !

Emma : C'est sur, c'est mon moment préféré aussi (rires).

Quelles traces vous aura laissées cette aventure ?

Emma : Je pense que c'est pas fini. Il y aura encore d'autres choses qui vont se décanter et ressortir dans

« Le fait que le rassemblement ait été interdit mais qu'il ait quand même au lieu et qu'il se soit bien passé, c'est un des trucs les plus forts qui aient été faits dans cette séquence. »

les prochains mois. Ce que je garde en tête, c'est de davantage soigner les processus collectifs et de trouver des moyens de faire redescendre la pression et l'emprise de la surveillance, ce qu'elle provoque comme peur sur nous, comment ne pas se laisser submerger par cette peur. J'ai pas la solution pour le moment...

M : Je sais pas quelle trace politique ça laisse d'avoir dénoncé ça. Par contre humainement, comme à chaque fois que j'ai l'impression qu'on fait collectivement des erreurs, j'espère qu'on va apprendre de ces erreurs et ne pas les répéter. Est-ce que la prochaine fois on se demandera si toutes les personnes qui habitent juste devant cette caméra sont bien au courant ? Est-ce qu'on prendra en charge un peu mieux la diffusion de l'information, même si elle doit rester cachée ? Est-ce qu'on aura plus d'attention à ne pas créer des distances entre nous ? J'espère que c'est le genre de traces que ça laissera en nous. ■

DIJON SOUS SURVEILLANCE

Le site dijon.sous-surveillance.net propose une cartographie participative afin de repérer et de notifier toutes les caméras installées dans les rues de Dijon.

POUR EN SAVOIR PLUS

4299 - Surveillance policière : des caméras découvertes aux Tanneries et aux Lentillères

4370 - Plusieurs syndicats dénoncent la surveillance des Tanneries et des Lentillères

4371 - [Fil info] Ambiance de folie au Bal Masqué contre la Surveillance Policière

4378 - Communiqué des Lentillères et des Tanneries suite au rassemblement contre la surveillance



VERS LA GRÈVE FÉMINISTE



Retisser les liens entre
féminisme et anticapitalisme

Pour la première fois à Dijon, une assemblée a travaillé toute l'année afin que le 8 mars soit une journée de grève féministe. Après un hiver dangereusement sec, la météo a choisi cette même journée pour faire tomber les trombes d'eaux sur le millier de manifestant-es réuni-es. La manifestation aura pourtant tenu le pavé plus de deux heures, avec de multiples prises de paroles, des chorégraphies entraînantes et des slogans déterminés.

Est-ce que vous pouvez vous présenter ?

Isabelle : J'ai rejoint l'Assemblée de la Grève Féministe (AGF) par le biais de Attac 21 dont je fais partie. J'avais assisté à une soirée organisée le 8 mars 2022 et j'avais été très convaincue par ce qui avait été présenté sur la grève féministe. J'avais trouvé ça très séduisant. Attac a été contacté pour démarrer la première réunion en juin 2022 et j'y suis allée.

Salomé : Moi je fais partie du collectif 25 novembre qui a amené ce sujet à la bourse du travail le 8 mars 2022. Assez naturellement nous avons lancé l'impulsion nécessaire pour la grève féministe à Dijon.

Leo : Oui, on avait déjà organisé des 8 mars avant et on se disait depuis plusieurs manifs que c'était souvent les mêmes personnes qui venaient. On avait envie que la grève du 8 mars s'ouvre à d'autres personnes et à d'autres horizons, comme les assos et les syndicats, pour avoir plus de mixité et être plus nombreux. On a décidé d'intervenir le 8 mars 2022, on a raconté comment on voyait la grève du 8 mars en s'inspirant de ce qu'on avait vu ailleurs. Et c'était parti...

Clash : Je suis arrivée à Dijon en septembre et je ne connaissais personne. Je savais que des personnes s'organisaient politiquement aux Tanneries et aux Lentillères, j'y suis allée pour prendre les programmes et me renseigner. Je ne savais pas trop avec qui m'organiser et dans quoi m'implanter. J'ai vu que des QG féministes avaient lieu les mardis soir et j'y suis allée régulièrement. J'ai rencontré les personnes du 25 novembre qui m'ont proposé d'aller à l'AGF et ça s'est fait comme ça.

Le mouvement de la grève féministe s'inscrit dans un contexte international, comment est-il né ?

Salomé : Il a commencé vers 2016-2017 en Argentine et s'inscrivait dans une série de grandes révoltes féministes dans différents pays, dont la Pologne où le droit à l'avortement a été considérablement diminué il y a quelques années. Des luttes pour l'avortement ont aussi eu lieu en Amérique Latine, entraînant de grands mouvements de rue pour les droits des femmes et minorités de genre. Il y avait une volonté de repolitiser la journée du 8 mars qui depuis plusieurs années s'est fait aspirer par le

capitalisme pour devenir une journée de grand pinkwashing [1]. En France, une coordination féministe a regroupé différents collectifs pour organiser une grève féministe plus conséquente. L'idée était de se rencontrer, d'échanger des stratégies, de créer des contre-pouvoirs féministes en opposition aux organisations des droits des femmes institutionnelles qui sont transphobes et islamophobes, et qui n'agissent pas dans la rue. Le mot d'ordre de la grève féministe était une manière de repolitiser la lutte féministe en France.

« Il y avait une volonté de repolitiser la journée du 8 mars qui depuis plusieurs années s'est fait aspirer par le capitalisme pour devenir une journée de grand pinkwashing. »

Pourquoi la grève permet de repolitiser la journée du 8 mars ?

Salomé : L'action de blocage annonce clairement qu'on n'est pas là pour simplement discuter. La grève amène à un blocage du capitalisme, c'est une manière de retisser les liens entre féminisme et anticapitalisme.

Isabelle : Quand on rédige un appel à la grève on est obligé·es d'en formuler les motifs et ce sont des messages politiques. C'est autre chose que de se faire offrir une rose à la caisse du supermarché.

[1] Lorsque des institutions ou des marques récupèrent les problématiques féministes et LGBTQIA+ en affichant un soutien ou en donnant l'impression qu'elles se sentent concernées alors qu'elles ne prennent en réalité aucune mesure concrète pour soutenir ces populations et se réfèrent à ces questions uniquement dans un objectif marketing.

Tu peux nous parler de ces motifs ?

Isabelle : On a rédigé un long manifeste de deux bonnes pages bien tassées. Il y a vraiment une portée anti système patriarcal et anticapitaliste, le message est très clair. Pour les revendications de l'AGF de Dijon, on a fait un travail avec chaque personne de l'assemblée et on a collecté toutes les revendications. Il y a des choses très générales comme le fait de dégenrer la société ou d'autres très pratiques comme l'accès gratuit aux culottes de règles. Je trouve ça très bien que l'on navigue entre des questions de fond et des problèmes très concrets.

C'est quoi concrètement faire la grève féministe ?

Clash : L'appel consistait à arrêter le travail salarié et productif – dans le sens classique de la grève qui vise à ne pas enrichir le capital – mais aussi le travail reproductif à la charge des femmes et des minorités de genre : le travail domestique, les charges mentales et émotionnelles, tout ce qui est lié au care et qui est invisible au sein de la cellule familiale et amicale.

« Il y a des choses très générales comme le fait de dégenrer la société ou d'autres très pratiques comme l'accès gratuit aux culottes de règles. »

C'est un processus qui s'est déroulé sur le temps long, comment avez-vous prévu un tel moment sur toute une année ?

Clash : Tout ne reposait pas sur cette journée. La repolitisation consistait aussi à ne pas tout ramener au 8 mars mais à construire un projet féministe à long terme.

Salomé : Il y avait un enjeu matériel d'organisation parce que les collectifs féministes n'ont pas de lieux propres. On est parti-es avec l'idée d'être hébergé-es dans différents lieux syndicaux, militants ou associatifs et de faire des réunions publiques régulières. Ce qui a fonctionné c'était d'avoir toutes les dates à l'avance pour bloquer les agendas. La recherche des lieux était un peu précaire mais ça marchait.



Isabelle : On avait la volonté de changer de lieu à chaque fois pour ne pas drainer les mêmes personnes. On n'a pas le même public au campus, à la bourse du travail ou à la Maison-phare.

Ça a fonctionné ?

Leo : Pas trop. Le projet était intéressant et a permis de faire des liens avec les structures accueillantes. Mais je me souviens être allée à la Maison-phare en imaginant faire venir toutes les personnes qui fréquentent ce lieu habituellement. Assez vite j'ai compris que ça n'allait pas être le cas, qu'il faudrait y passer du temps et créer du lien sur du long terme. C'était donc un peu idéalisé mais ça visibilisait l'AGF et ça a permis de créer des liens qui serviront à plus long terme.

Salomé : Il y avait 20-25 personnes en moyenne. Avec des gens qui tournaient donc ça recoupait plus de monde que ça. On n'avait pas envie d'être sur les lieux militants qu'on connaît bien comme les Tanneries et les Lentillères, même si ça aurait été assez confortable. On s'aperçoit qu'il y a des limites aux personnes qui viennent sur ces lieux en termes d'accessibilité et d'images renvoyées. Notamment pour les femmes et minorités de genre. Et de fait quand on allait à la bourse du travail, des gens de la CGT étaient là pour l'AGF (fallait bien nous ouvrir la porte), et de même pour les réunions chez Solidaires ou à la FSU.

Il y a eu d'autres évènements en dehors du 8 mars.

Isabelle : On est intervenu.es le 9 mars à la Maison-phare pour un temps qui s'appelle « Voisin-voisine » dont le thème était « L'égalité homme-femme ? ». Il y avait une trentaine de personnes, c'était hyper intéressant. Notre angle était de faire émerger la parole sans être dans une posture descendante. C'était intéressant de voir les personnes du public dialoguer entre elles et confronter des idées qui n'étaient pas toujours en phase. Ça permettait vraiment de toucher des personnes qui ne se sentent pas a priori concernées mais qui, en discutant, se disent que cette question n'est peut-être pas si loin d'elles. Sinon, le 8 mars a été un peu noyé dans un mouvement social d'ampleur mais qui nous a permis de distribuer des centaines de tracts pendant les manifs.

Clash : Et de faire un lien politique évident et qui tombait sous le sens. La réforme des retraites soulève des questions féministes, ce qui était un bon point d'accroche pour des personnes qui ne pensaient pas participer. On est aussi allé.es à une rencontre dans une maison de quartier aux Grésilles qui s'appelle L'essentiel.le. Deux animatrices organisent tous les quinze jours un temps de groupe en non mixité, mais qui n'en porte pas le nom, il s'agit d'une matinée de petit-déjeuner entre les femmes du quartier. On s'est présentées et on a lancé une discussion sur le féminisme, pour savoir aussi comment elles s'organisent de leur côté. C'était un moment d'échanges drôle et intéressant.

Leo : Dans l'AGF, il y avait plein de sous-groupes qui s'organisaient en autonomie. Dans le groupe "action en amont" on s'est beaucoup posé.es la question de notre accessibilité. On est féministe mais pour qui ? Quel féminisme on porte ? C'était trop chouette d'en discuter, on ne voulait pas arriver dans des endroits en étant "sachant.es", et porter un féminisme affirmatif et parfois loin de certaines réalités. C'était des questions sur les manières de faire du lien, de parler aux gens, de ne pas être dans une posture explicative. Ça remplaçait un peu les choses. Plein de gens vivent le féminisme dans leur quotidien et dans leur cœur et s'organisent sans se percevoir comme féministes. On s'est beaucoup demandé comment faire. Mon quotidien est très loin du quotidien d'autres personnes, j'arrive à déconstruire les normes hétérosexuelles avec la répartition des charges mentales, j'ai eu la chance de le faire et de le visibiliser dans ma vie mais on ne peut pas arriver et dire ça à des personnes qui sont dans des couples hétéro, qui vivent au quotidien des oppressions de genre et qui n'ont jamais eu la possibilité matérielle de se poser la question.

LA POUDRIÈRE :

On en parlait l'année dernière dans le dernier numéro de Dijoncter Papier, la première édition du festival féministe autogérée la Poudrière a eu lieu les 24, 25 et 26 juin dernier aux Tanneries. Après une année de préparation le festival a été une véritable réussite et la pride du samedi après midi un moment fort rassemblant plus de 1000 manifestant.es. Cette année la Poudrière recommence et aura à nouveau lieu fin juin. Retrouver les dates et plus d'info sur le site de la Poudrière : <https://lapoudriereblog.wordpress.com/>

On ne peut pas arriver en leur disant : « C'est ça que tu vis, c'est ça que tu subis. » Je trouvais ça trop intéressant de se remettre en question sur ce qu'on porte, comment on le porte et comment on le rend accessible. Ça m'a fait beaucoup avancer.

Salomé : Un des trucs super importants qui ont été organisés c'est la caisse de grève féministe, en autonomie totale. En organisant un événement aux Tanneries pour remplir la caisse un mois avant, le 11 février. L'évènement avait pour but de nous mélanger et de déplacer des choses, y compris en terme de programmation musicale et de façon de concevoir la soirée. On avait tout un programme d'après-midi & rencontres, qu'on a dû annuler pour participer à la manifestation contre la réforme des retraites, mais on a gardé le programme du soir. Ça a donné une soirée très joyeuse et différente de ce qu'on voyait d'habitude, qui a donné beaucoup d'énergie et pas mal d'argent afin de lever l'obstacle financier de la grève. Il y a aussi eu une soirée organisée la veille de la grève, sans mec cis hétéro. Même si l'orga de la grève féministe est mixte, on avait envie d'un moment privilégié de sociabilité forte entre les personnes sexisées [2]. C'était très chouette.

L'AGF a rassemblé des personnes venant d'horizons très différents. Qu'est-ce que ça a créé comme défi ?

Isabelle : À titre personnel, j'ai été très heureuse de cette expérience et j'ai envie de continuer l'aventure. J'ai énormément appris de ce collectif, qui est capable de s'organiser sur un plan matériel de manière impressionnante. Et j'ai trouvé dans ces assemblées une grande capacité à s'écouter et à se respecter. Des prises de paroles courtes et efficaces, personne ne s'écoute parler pendant 20 minutes. Il y a des différences de points de vue sur certains sujets mais tout s'est fait en bonne intelligence. On sait qu'il y a des divergences, on s'en occupera un jour peut-être mais il ne faut pas que ça nous empêche d'avancer. C'est vraiment de l'intelligence collective. Je fais partie des "dinosaures" du groupe et j'ai eu un grand plaisir à ce mélange de générations, j'adore

être avec des personnes plus jeunes parce que je les trouve très ouvertes. Je n'ai pas du tout un passé de militante ou de féministe, c'est très récent pour moi et je trouve que j'ai été accueillie comme je suis, avec cette expérience récente. Je le dis avec émotion parce que ça a été une très très belle expérience. Et du coup j'ai envie que ça continue.

Leo : Pour moi c'était pas du tout évident, ça m'a fait très peur et ça m'a mise dans une zone inconfortable, notamment de m'organiser avec des syndicats qui personnellement m'impressionnent beaucoup. Ce sont des personnes qui s'organisent beaucoup dans le monde du travail mais qui n'ont pas forcément de vision sur le travail invisibilisé et les discriminations. Politiquement, ça frittait un peu sur la question du travail du sexe et sur la mixité choisie. C'est ça s'organiser de façon unitaire – un mot qui me fait un peu peur – ça demande de faire des compromis, de se mettre d'accord, d'accepter nos désaccords aussi. Ça demande de lâcher un côté radical. Pour moi c'était un test, c'était pas évident. On s'est dit qu'on avait envie de s'organiser ensemble, qu'on voudrait avoir certaines conversations sur le long terme, mais que là on était trop pris-es par l'orga concrète du 8 mars. Construire de la confiance en organisant quelque chose ensemble ça permet aussi d'aborder ensuite des sujets plus compliqués sans se crisper. Tout n'est pas noir ou blanc, on peut discuter des choses. Sur des thématiques comme le travail du sexe j'ai un côté très radical, ça me va pas du tout qu'on se dise abolo [3] et qu'on réduise tout à la traite des femmes. Pour moi c'était difficile de m'organiser avec des personnes qui n'ont pas les mêmes idées radicales que moi sur ce point. Mais j'ai appris plein de choses, notamment à propos des organisations syndicales. L'AGF, c'est un espèce de rassemblement de gens différents qui avaient tou-tes la même envie et c'était assez incroyable. Et même rencontrer des gens d'autres générations comme Isabelle c'était trop chouette parce qu'elle a un autre vécu et une autre vision des choses. Ça apprend tellement de chose de ne pas rester dans un entre-soi. Ce n'est pas confortable, ça fait peur mais ça donne tellement de chose.

[2] Toutes personnes subissant le sexisme

[3] Désigne les positions abolitionnistes de certaines féministes vis-à-vis du travail du sexe. Tout en prétextant défendre les droits des femmes, les positions abolitionnistes promeuvent souvent des lois qui pénalisent les clients et les soutiens des travailleuses et travailleuses du sexe (TDS). Ces lois mettent très concrètement en danger les TDS, que ce soit physiquement, moralement ou économiquement et les obligent à batailler perpétuellement pour avoir accès à des droits fondamentaux.

Clash : Moi quand je suis arrivée, tous les groupes n'étaient pas clairement identifiés, donc j'ai commencé sans savoir ces différences d'opinion. Pour moi l'AGF était un groupe féministe radical intersectionnel. Ma base politique c'est de ne pas faire de compromis, je ne traîne pas avec des abolos. C'est quand il y a eu un texte écrit par des collectifs de Besançon de TDS (travailleurs et travailleuses du sexe), queer et trans qui boycottaient le 8 mars que je me suis demandée si ça nous concernait. C'est là que j'ai compris que l'AGF regroupait des personnes de différentes tendances et de différentes opinions. J'ai été surprise et en même temps c'était clair pour moi que les slogans et les chansons allaient parler des TDS, des queers et des trans et que du coup c'était pas un enjeu sur le moment mais peut-être des discussions à avoir sur le long terme. Ce qui est drôle c'est que si j'avais su ça dès le début, je pense que je serais partie. C'est cool de pas l'avoir su parce que j'ai adoré m'organiser avec vous et aussi avec ces personnes. C'était un moment très enrichissant. De base, par rapport à une position établie, je ne l'aurais pas fait. Ça fait quitter un entre-soi militant habituel.

Salomé : La mixité choisie ne met pas très à l'aise certaines structures mais le cortège en mixité choisie n'a posé aucun problème. Pour le travail du sexe, personnellement j'ai accepté de faire ce travail unitaire parce qu'on ne pourra pas demander aux groupes de TDS qui se créeront d'aller au carton avec les syndicats et de se faire rejeter. C'est aux alliés non-TDS de faire ce travail maintenant, de créer la perméabilité possible et plus favorable. Si à Dijon on avait un 8 mars des oublié-es, bien sûr que moi j'irai avec les TDS. Mais en attendant comment on fait bouger les syndicats ? Il y a déjà eu du travail fait en 2022, avec la prise de parole de PDA [4] pendant la manif du 8 mars, mais maintenant il faut aller plus loin.

[4] Putain dans l'âme, collectif de travailleur.se.s du sexe bizontin



Clash : C'est un travail sous-marin.

Salomé : Ce n'est pas si sous-marin, rien n'est caché, ils savent très bien qu'on essaie de les rendre féministes. Et plus globalement, j'ai trouvé ça ouf de faire ces AG de la grève, c'était plus facile de discuter avec tout le monde, syndicats, associations, différentes générations,... Ça a amené une compréhension politique de beaucoup de gens qui ne s'étaient jamais organisé-es de façon militante. Iels se sont embarqué-es dans un navire qui flottait déjà vers un objectif. Je suis très contente qu'on ait réussi à garder ça et aussi une forme de joie que nous avons dans nos espaces féministes en mixité choisie. Moi c'est pas les lignes idéologiques qui m'ont posé le plus de problème, c'est plutôt les mélanges de cultures d'organisation. La joie, la créativité, notre tornade habituelle... Face à l'organisation syndicale et associative avec une démocratie interne très ficelée en conseils d'administration, en comités exécutifs... Comment on change leur manière d'organiser des manifs pour ne pas se retrouver dans une manif syndicale mais sur quelque chose d'hybride ? J'avais peur qu'on n'arrive pas à faire ça.

Clash : Un mec cis délégué de la CGT nous expliquait comment se positionner en manif et affirmait qu'il fallait de la discipline militante. Ça a fait rire beaucoup d'entre nous étant donné nos pratiques habituelles de manif. C'était une confrontation assez joyeuse de différentes pratiques.

Salomé : Aujourd'hui on voit déjà les traces laissées par l'AGF dans le mouvement des retraites, on se retrouve en manif avec les femmes de la FSU, de la CGT et de Attac qui font les chorégraphies des Rosies. On n'a pas les mêmes stratégies, elles sont dans leurs cortèges syndicaux, nous on est ailleurs ou en cortège de tête, mais quand on se croise on a une base commune, un chant, une danse, et on se sourit immédiatement.

Clash : Et les liens concernent aussi les autres syndicats. À Dijon je suis hyper impressionnée par ça. Je ne viens pas de là et j'ai l'habitude de groupes très segmentés qui ne se mélangent jamais. Là j'adore voir ce truc hyper poreux, c'est super agréable que les liens se fassent de cette façon. C'est très accueillant et ça crée une réussite politique et une efficacité dans la rue.

Pour aller plus loin :

4254 - La grève féministe est lancée pour le 8 mars, rejoins le mouvement.

3744 - Et si on préparait une grève féministe ?

4459 - 1500 personnes dans la rue pour les droits des femmes et des minorités de genre





Quel est le moment que vous allez retenir de cette journée du 8 mars ?

Leo : La pluie !!

Clash : On a été solides ! Même sous les trombes d'eau, on a tenu !

Leo : Ça crée de la fierté de tenir une manifestation festive et déterminée alors qu'il pleut, qu'il fait froid, que les prises de parole – aussi extraordinaires soient-elles – sont longues. C'était pas rien.

Clash : Je retiens une forme de puissance collective, on se soutenait pour continuer et pour garder une énergie. Je me rappelle de ce moment post manif à la bourse de travail, avec les yeux qui nous donnaient l'air de sortir de la piscine, mais qui restaient joyeux. L'investissement et la pression qui retombent.

Leo : Oui et les liens. Les liens que j'ai créés avec des personnes de certains syndicats sont super précieux, des liens qu'on dit « humains » mais qui sont politiques. On crée des liens entre des gens qui s'organisent sur des bases communes et ça me rend très heureuse.

Clash : Et que ce soit le féminisme qui crée des liens entre des instances politiques qui ne sont pas nécessairement féministes à la base, c'est incroyable.

Salomé : Moi je retiens la place Bareuzai, quand on a pris la décision de raccourcir le parcours, et que même après les trombes d'eaux, les prises de paroles, tout le restant de la manif (vraiment tout le monde) s'est mise à danser la même chorégraphie sous la pluie. La fierté c'est d'avoir tenu la puissance féministe jusque-là.

Et l'année prochaine... ?

Leo : Rebelote !

Salomé : Avec une reprise de réunions assez rapide avant la rentrée je pense. On a envie d'aller rencontrer d'autres lieux, de redonner plus de travail à ce groupe "action en amont" et d'aborder aussi des sujets plus compliqués entre nous maintenant qu'il y a la confiance et la sensation de victoire de cette année.

Clash : Et les cortèges féministes continuent dans le mouvement des retraites ! ■



TERRITOIRES EN LUTTE

Survol et repérage en Bourgogne Franche-comté

Depuis l'année dernière, de nombreuses luttes ont fleuri ou se sont épanouies sur le territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté. Ces batailles contre les grands projets engendrés par le système capitaliste qui nous domine peuvent être perçues comme une forme de défense du territoire, comme des gestes offensifs ou défensifs sur des cibles à notre portée. La multiplication de ces oppositions a quelque chose de réjouissant.

Bien sûr, on pourrait voir les choses différemment et considérer que le surgissement de ces luttes montre que des projets dévastateurs pour la nature et les habitant·es ne cessent de voir le jour, que la destruction est encore et toujours à l'oeuvre tandis que les signaux d'alarme se multiplient, et qu'on nous affirme que la situation est prise en compte et sous contrôle. À Dijoncter, on préfère mettre l'accent sur les oppositions et les mobilisations qui révèlent que ces projets existent mais sont contestés, on préfère y voir le signe que les plans de nos gouvernants ne se déroulent pas dans le silence et le consentement des populations. Nous allons notamment nous pencher sur un méthaniseur monstrueux, nourri par 150 fermes sous contrat ; sur un projet d'abattoir, comme une énorme pieuvre voulant s'entourer de 60 nouveaux poulaillers industriels ; sur un essaim de projets de centrales photovoltaïques, s'abattant sur des terres fertiles. Ces projets sont horribles, mais nous souhaitons avant tout montrer que face à eux des luttes naissent, s'organisent et peuvent être ralliées.

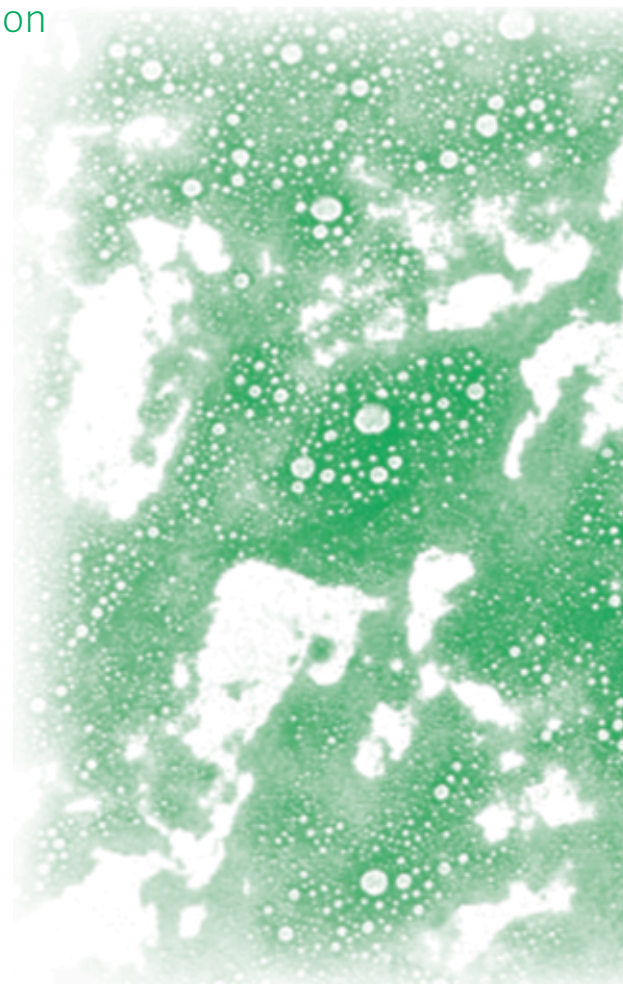
CONTRE UNE AGRICULTURE MUTANTE

PHOTOVOLTAÏQUE À L'INFINI GERMENEY ET DIROL / CURTIL-SAINT-SEINE / ECHIGEY / SAINT-FARGEAU

Alors que l'État veut relancer la construction de nouvelles centrales nucléaires en France, on distingue, de mieux en mieux, le but du développement des énergies renouvelables de cette prétendue transition énergétique. Veut-on réellement augmenter la part des énergies renouvelables ou simplement produire toujours plus, pour s'épargner une remise en cause du gaspillage énergétique ? Seule certitude, la croissance des profits liés à l'énergie est plus que jamais d'actualité. Dans leur communiqué commun du 13 décembre 2022 issu de rencontres sur l'énergie organisées à Lux (71), la Confédération Paysanne, France Nature Environnement, Terre de Lien et Autun Morvan Écologie dénoncent le détournement des terres agricoles au profit des installations photovoltaïques. Car il s'agit bien de cela, consacrer toujours plus de surfaces agricoles à la production d'énergie à grande échelle, alors même que l'agriculture est en crise, et que la souveraineté alimentaire est menacée par le changement climatique. On parle maintenant d'agrivoltaïsme. Présenté à la profession agricole en difficulté comme une solution miraculeuse, ces installations sensées permettre la cohabitation de l'élevage avec la production d'énergie ne vont faire qu'accroître l'artificialisation des terres agricoles, occasionnant la baisse des productions (alimentaires), la perte de biodiversité, la création de rentes et privilèges pour certains, la précarisation pour d'autres, la hausse du prix des fermes... sans parler de l'impact sur le paysage pour les riverain-es.

Les projets se multiplient sur le territoire : à **Germeney et Dirol** dans la Nièvre, un projet prévoit d'installer 73 000 panneaux photovoltaïques, 15 transformateurs électriques et 15 onduleurs sur 75 hectares de terres agricoles ; à **Curtil-Saint-Seine**, un parc photovoltaïque de 80 ha tout autour de la commune ; à **Echigey**, une centrale photovoltaïque de 38 ha. Et partout des associations environnementales ou des collectifs d'habitants dénoncent les conflits d'intérêt, l'impact sur la nature et les effets sur la production agricole. Si la plupart des mouvements de protestation reconnaissent l'utilité du développement du photovoltaïque, ils exigent que les projets se déploient en priorité sur des terres bétonnées déjà perdues pour l'agriculture, et que le déploiement de tels projets s'accompagne d'une dynamique de baisse de la consommation d'énergie dans notre société. La transition énergétique sent l'arnaque à plein nez, mais les oppositions se multiplient et diversifient les modes d'action. Comme à **Saint-Fargeau**, où l'agence immobilière ORDIM propriétaire d'une zone humide vouée à l'installation de panneaux solaires, a vu sa vitrine se couvrir de tags et les portes de l'agence bloquées pour dénoncer ce projet climaticide.

« Partout des associations environnementales ou des collectifs d'habitants dénoncent les conflits d'intérêt, l'impact sur la nature et les effets sur la production agricole. »



CÉRILLY **MÉTHANISEUR XXL**

Autre exemple de détournement des terres agricoles au profit de la production d'énergie: le projet de méthaniseur à **Cérilly** (Côte-d'Or). Le 8 octobre 2022, 150 personnes ont défilé dans ce petit village pour manifester leur opposition au projet de méthaniseur, un des plus gros d'Europe et le deuxième plus important en France. 5400 ha répartis sur 150 exploitations agricoles sont destinés à contribuer à l'alimentation du monstre, avec des conséquences graves sur l'environnement. L'association La Grande Côte Châtillonnaise dénonce une logique industrielle, financière et spéculative reposant sur l'agriculture intensive. Ce qui est combattu, ce n'est pas la méthanisation en tant que telle, sur des fermes qui traitent leurs propres déchets pour l'auto-consommation d'énergie, ou par des entreprises qui traitent des déchets déjà existants. Ce qui est révoltant, c'est le détournement des terres agricoles qui passent d'un statut de terre nourricière à celui de simple source d'énergie. Les agriculteurs-trices vont donc consacrer des terres à la culture de plantes spécifiques pour alimenter le méthaniseur. Le collectif "MÉGA-méthaniseur, ni ici ni ailleurs" mène une bataille de fond pour combattre les arguments fallacieux de la coopérative Dijon Céréales et de la société Nature Energy. 8 vidéos sont disponibles sur leur site (nonmegametha.noblogs.org) pour mieux comprendre les enjeux et répondre à la propagande écolo-compatible de Dijon Céréales.

« Ce qui est révoltant, c'est le détournement des terres agricoles qui passent d'un statut de terre nourricière à celui de simple source d'énergie. »

CHAILLEY/SERGINES **UN POULET SUR UNE FEUILLE A4**

Le 12 novembre dernier, un rassemblement avait lieu à Auxerre contre le projet d'extension de l'abattoir de volailles de **Chailley** et contre un nouveau poulailler industriel à **Sergines**. De quoi s'agit-il ? La société Plukon Food Group, propriétaire de l'abattoir de volailles, veut agrandir son site et doubler les capacités de "production" de son abattoir. Elle lance en parallèle un projet de concentration de 80 nouveaux poulaillers industriels dans l'Yonne, sur le modèle de celui prévu à Sergine. Dans ce village, 40 000 poulets sont censés être regroupés dans un nouveau poulailler industriel. Le bâtiment de 1858 m² prévoit une concentration de 22 poulets au m², soit 1 poulet sur une feuille A4.



POUR DES VILLES MOINS VORACES

TOURNAIS DES JEUX MAIS PAS DE PAIN

En septembre 2019, le Département et le maire de la commune de **Tournus** ont dévoilé le projet de parc de spectacles historiques baptisé Eclat. Reflétant l'histoire du département de Saône-et-Loire, ce parc s'inspirerait du modèle du Puy-du-Fou en Vendée. Des décors en carton-pâte aux combats de gladiateurs hors-sol, ce parc est considéré par les responsables locaux comme une image dégradante du patrimoine du département et une dépense publique totalement futile. Une douzaine d'organisations ainsi que plus de 500 habitant-es du Tournugeois se sont réuni-es pour venir à bout de ce projet grotesque. Iels ont créé le collectif pAs d'ECLAT ! qui a pour objectifs de promouvoir un tourisme raisonné à partir du patrimoine, de valoriser les terres agricoles et le développement de circuits courts, de préserver les milieux naturels, et de freiner l'urbanisation forcée. Car le parc Eclat nécessiterait notamment la conversion de plus de 18ha de terres agricoles en Zone A Urbaniser. Un exemple supplémentaire de tentative de bétonisation de surfaces agricoles au profit d'un projet absurde, alors que la situation climatique exige de cesser d'artificialiser les terres. Suite à un appel à rassemblement devant le conseil régional, l'organisation de réunions d'information, la publication d'un dossier d'information intitulé "pAs d'ECLAT joue carte sur table" et des mobilisations lors de réunions publiques sur le projet, pAs d'ECLAT a appelé à participer massivement à l'enquête publique qui s'est déroulée du 21 février au 24 mars. La lutte continue (www.pasdeclat.fr).

VENOY BÉTONISATION ÉCOLOGIQUE ?

À **Venoy** dans l'Yonne, un projet de Zone d'Activité Économique rebaptisé hypocritement "éco-pôle" menace 40 ha de terres agricoles. La ZAE va artificialiser et imperméabiliser de bonnes terres : certaines parcelles concernées sont cultivées en agriculture bio et font actuellement l'objet d'un cursus d'enseignement du lycée agricole de La Brosse. L'association Respectons Venoy appelle à défendre ces terres menacées par le béton, alors que « la loi climat » de 2021 prévoit de diviser par deux l'artificialisation des sols. L'association Auxerre Écologie Solidarité a déposé une plainte sur le fond du dossier le 26 août dernier. Une première manifestation a eu lieu le 8 octobre, ce qui n'a pas empêché le Conseil Communautaire de l'Auxerrois d'établir un partenariat avec la SAFER le 24 novembre pour préparer l'achat des terrains. En retour, Auxerre Écologie Solidarité a déposé une demande de référé auprès du Tribunal administratif de Dijon à l'encontre de onze délibérations votées par le Conseil communautaire concernant l'achat des terres agricoles. Le but : éviter que les transactions ne se fassent alors que l'affaire n'a pas été jugée sur le fond.



AUXERRE DES POIDS-LOURDS DANS LES CHAMPS

Énième aberration infrastructurelle, le projet de contournement sud d'**Auxerre** menace forêts, terres agricoles et villages. Le collectif Contournement Non a pris la tête d'une campagne contre le projet de contournement d'Auxerre pour les poids-lourds. Illes dénoncent la création d'un axe de transport lourd destiné, certes, à soulager Auxerre, mais qui va créer un appel d'air pour le transit transeuropéen, et ainsi augmenter encore la circulation de poids-lourds dans cette région. Ce projet, très onéreux (150 millions d'euros), va également détruire des dizaines d'hectares de forêts et de terres agricoles en pleine zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF). Il va aussi sensiblement influencer sur le système hydrique des alentours d'Auxerre, en diminuant la qualité des écoulements pluviaux et la pérennité des captages d'eau potable. Des travaux de déboisement ont déjà été réalisés à l'automne 2022 pour faciliter les travaux de l'archéologie préventive, le démarrage des chantiers principaux est envisagé fin 2023, le collectif Contournement Non appelle à être rejoint ! (contournementnon@riseup.net)

MONT TOULEUR MALBOUHANS ...ET GAGNER PARFOIS PRENOIS SENS BESANÇON

Si le dénouement de ces batailles sur notre territoire semble souvent incertain, des échos de victoire se sont fait entendre ces derniers mois. En mai dernier, l'association La Bressaille, qui lutte contre l'enrésinement du Morvan, informait Dijoncter que pétitions et mobilisations avaient permis d'éviter une coupe rase de la forêt du **Mont Touleur**, pourtant propriété d'un groupe privé. En juillet 2022, le projet du groupe Panhard, qui prévoyait l'implantation d'une plateforme logistique du géant du e-commerce Zalando à **Sens**, est définitivement tombé à l'eau. La firme allemande va finalement installer son site de 40 hectares en Seine-et-Marne, mais la mobilisation de Stop Panhard a montré l'efficacité des manifestations et recours juridiques. En septembre, une victoire définitive est annoncée de la part des associations environnementales (Ligue de Protection des Oiseaux et France Nature Environnement) contre le projet de Pôle de compétitivité Véhicule du futur à **Malbouhans** (Haute-Saône), qui constituait une menace pour des espèces protégées et leur habitat. Et si en 2019, l'association des Sentinelles de la Montagne Dijonnaise avait triomphé du projet d'extension du circuit automobile de **Prenois**, cela ne l'empêche pas de poursuivre sa campagne de harcèlement dudit circuit en dénonçant encore et toujours le gaspillage énergétique des loisirs de riches, en appelant à des rassemblements pour la promotion des mobilités douces, et en posant des recours juridiques contre la pollution sonore du circuit.

Pour finir, un hommage particulier aux luttes d'occupation des sites des Vaîtes à **Besançon** et du bois squatté de **La Clusaz**. Chez les Bizontins, l'occupation tenace des jardins des Vaîtes (@JardinsVaites) a permis à la procédure engagée auprès du tribunal administratif, d'aboutir à un délibéré qui annule l'arrêté préfectoral portant "dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées et de capturer ou enlever de tels spécimens". Un coup dur pour le projet municipal d'"écoquartier". Un peu plus loin chez les Cluses, les travaux de défrichage du bois occupé ont été suspendus le mardi 25 octobre dernier. Le tribunal administratif de Grenoble a ordonné la suspension de l'arrêté qui autorisait l'aménagement d'une retenue collinaire près de la station de La Clusaz pour alimenter en neige les stations de ski. Le tribunal administratif de Grenoble a conclu : « L'intérêt public qui découle de la réalisation d'une retenue collinaire essentiellement destinée à assurer l'enneigement artificiel de la station est insuffisant à remettre en cause l'urgence qui tient à la préservation du milieu naturel et des espèces qu'il abrite ». Enfin des bonnes nouvelles. ■

« L'intérêt public est
insuffisant à remettre
en cause l'urgence qui
tient à la préservation
du milieu naturel et
des espèces qu'il
habite. »



POUR EN SAVOIR PLUS

4414 - [Besançon] Nouvelle victoire judiciaire aux Vaîtes : et maintenant l'abandon !

3835 - [Auxerre] Contre le contournement Sud d'Auxerre

4209 - [Yonne] Référé contre l'Éco-pôle de Venoy

4204 - [Tournus] pAs d'ECLAT ! joue Cartes sur table

4019 - [Auxerre] Rassemblement contre les élevages industriels dans l'Yonne

4208 - Méga-méthaniseur à Cerilly : un projet polluant et dangereux

3847 - [Nièvre] Panneaux solaires de Germenay-Dirol, un projet à combattre

2829 - Projet de parcs photovoltaïques autour de Curtil-Saint-Seine

4064 - Projet de centrale photovoltaïque à Echigey : les habitants s'organisent





RÉFORME DES

RETRAITES

Récit à chaud d'une guerre des mondes

Il y a quelques jours à peine, une volée de boules de peintures et de bouteilles de verre venait s'abattre sur les vitres du centre régional du Crédit Agricole, rue Davout. Plus loin les Rosies chantaient « Macron, fumier, on va te composter », et la techno du cortège jeune faisait vibrer les murs de la ville. Bientôt des flammes allaient lécher l'écran d'un distributeur automatique de billet place du 30 Octobre, et les flics se préparaient à recouvrir la fin de la manifestation d'un épais brouillard de gaz lacrymogène. Nous étions 10 000 à manifester contre la réforme des retraites, récemment passée en force par le gouvernement à l'aide de l'article 49.3, une affluence assez moyenne au regard des précédentes manifestations, mais qui nous aurait paru par exceptionnelle il y a quelques mois à peine. La veille, dès l'aube, nous bloquions la zone industrielle de Longvic. Pas plus tard qu'hier nous participions à une assemblée pour préparer les prochaines manifs', manifs qui auront lieu demain et après-demain. C'est pris-es dans ce tourbillon de manifs et d'actions, de slogans criés, chantés, peints sur les murs ou sur des banderoles renforcées, que nous incombe la tâche de figer par le récit un mouvement encore bien vivant, et, on n'en doute pas, encore plein de surprises. L'exercice est difficile, le résultat sera nécessairement partiel et manquera de recul, même si, après trois mois de mouvement on peut voir se dessiner quelques grandes lignes et tirer quelques enseignements.

PRÉMICES

Dans la France de la Ve République, on ne trouve rien de plus démobilisateur que ce qui est pourtant présenté comme le summum de la vie politique du pays : l'élection présidentielle. C'est précisément son rôle : nous assommer pendant des mois de guerres d'égos et de polémiques au mieux stériles, au pire fascisantes. Nous faire sentir notre impuissance, notre absence de prise sur nos vies, légitimer le pouvoir des pires crapules, et nous renvoyer chez nous, démoralisé-es, pour les cinq prochaines années. À l'été 2022, c'est d'une telle séquence que nous sortons. Elle a vu l'aboutissement d'un scénario cousu de fil blanc, la réélection du libéralisme autoritaire, victorieux face à l'adversaire fasciste qu'il s'était opportunément choisie. Ajoutez à cela une inflation galopante et l'habituelle apathie sociale estivale, dans une ambiance de fin du monde, entre canicule et feux de forêts géants, vous aurez une idée de l'état de déprime généralisée chez tou·tes celles et ceux pour qui la politique « c'est dans la rue que ça se passe ».

Depuis 2020 et la demi-victoire du mouvement contre la précédente tentative de réforme des retraites, on sait pourtant qu'à un moment ou à un autre on pourra retourner cramer des palettes dans des zones indus. Quand Macron promet une réforme de merde, on sait qu'il tient toujours parole.

Les premiers frémissements se font sentir dès la rentrée, mais ils concernent d'abord la question des salaires et des prestations sociales. Une manifestation intersyndicale est appelée le 29 septembre et, dès le 27, démarre un mouvement de grève dans les raffineries, largement suivi. Dans les journaux, à la radio, l'inflation est sur toutes les lèvres. À n'en pas douter, le pays est une poudrière. D'Angleterre nous parviennent des échos de grève générale, une première depuis des décennies dans ce pays où la combativité des prolétaires était émoussée depuis bien longtemps ! Petit à petit les stations essences s'assèchent : pas de doute, on y est ! Et quand bien même il y a des doutes, ils sont balayés par l'envie d'y croire.

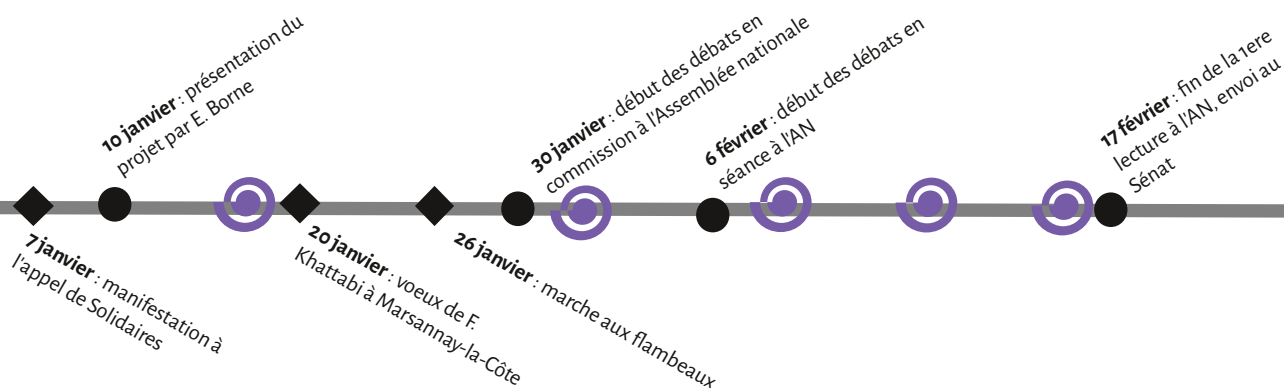
Pourtant, rapidement il faut se rendre à l'évidence: la journée de mobilisation du 29 septembre n'est guère encourageante. À Dijon nous sommes 1500, il pleut, et rien ne vient égayer un défilé routinier. Le soir, l'intersyndicale nationale annonce une prochaine date... trois semaines plus tard, le 18 octobre. En attendant on peut toujours regarder les grévistes de chez Total et Esso se battre seuls, puis se faire réquisitionner (un rassemblement contre les réqui-

sitions a tout de même lieu à Dijon devant la Pref' le 14 octobre), et finalement cesser leur mouvement après avoir obtenu quelques augmentations et primes.

Plusieurs dates au résultat mitigé voire carrément décevant s'enchaîneront ainsi jusqu'à début décembre : nous seront 2500 le 18 octobre, puis une centaine seulement devant la préfecture le 27 octobre, à peine 500 le 10 novembre, et à nouveau une centaine le 6 décembre. Les esprits sont alors tournés vers la coupe du monde de football, et les fêtes de fin d'année approchent. Il faudra attendre encore un peu...

Avant même la trêve hivernale, on sait pourtant que le lancement de la réforme des retraites est imminent : sa présentation est annoncée pour début janvier. Si l'intersyndicale nationale attend ces annonces pour se prononcer, à Dijon une manifestation est appelée par Solidaires 21 dès le samedi 7 janvier, lendemain de la date initialement annoncée de présentation de la réforme. 300 personnes sont présentes à ce qui apparaît comme un échauffement. L'annonce de la première ministre a finalement lieu trois jours plus tard : la réforme prévoit le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 2030, et l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein à 43 ans dès 2027. Le soir même, l'intersyndicale nationale appelle à une première journée de grève et de manifestation le jeudi 19 janvier.

« Depuis 2020 et la demi-victoire contre la précédente tentative de réforme des retraites, on sait qu'à un moment ou à un autre on pourra retourner cramer des palettes dans des zones indus. »



DES MILLIONS

La manifestation du 19 janvier est une déferlante ! À Dijon nous sommes 15 000, un nombre de manifestant-es que beaucoup n'avaient jamais connus ici. Les taux de grève sont aussi conséquents : 52,5% d'enseignants de maternelle et primaire, 70% dans les collèges et lycées. Côté transport seulement 1 TGV sur 3 et 1 TER sur 10 en circulation en Bourgogne Franche-Comté. Le mouvement est bien lancé, et une seconde date nationale est annoncée pour le 31 janvier. D'ici là plusieurs événements ont lieu localement : rassemblement à Marsannay-la-Côte devant la cérémonie des vœux de Fadila Khattabi, députée Renaissance locale, mais aussi présidente de la commission des Affaires sociales et membre de la commission mixte paritaire chargée de rédiger le texte final de la réforme.

Le 26 janvier au soir, on revient à une forme de manif plusieurs fois expérimentée pendant le mouvement de l'hiver 2019 : la marche aux flambeaux. Nous sommes 500 à déambuler dans le centre-ville à la tombée de la nuit. Puis les dates de mobilisations nationales s'enchaînent : 31 janvier, 7 février, 11 février, avec à chaque fois entre 10 000 et 15 000 personnes présentes. Les manifs sont massives partout en France, jusque dans des petites villes comme Montbard (5000 habitant-es) où on atteint les 2000 manifestant-es.

À l'approche des vacances d'hiver, l'intersyndicale nationale appelle à une dernière date le 16 février, veille de la fin des débats à l'assemblée nationale (à Dijon on ne sera que 7 ou 8000), puis met le mouvement en sourdine dans l'optique de « mettre la France à l'arrêt le 7 mars ». Deux semaines et demi sans manifs... On craint pour la suite, d'autant que si les cortèges ont été massifs, avec souvent une bonne ambiance, on redoute que ça ne suffise pas à faire plier le gouvernement, et que le mouvement ne parvienne pas à reprendre avec autant de force, encore moins à monter en puissance.

FAIRE DURER LE MOUVEMENT, S'AUTO-ORGANISER

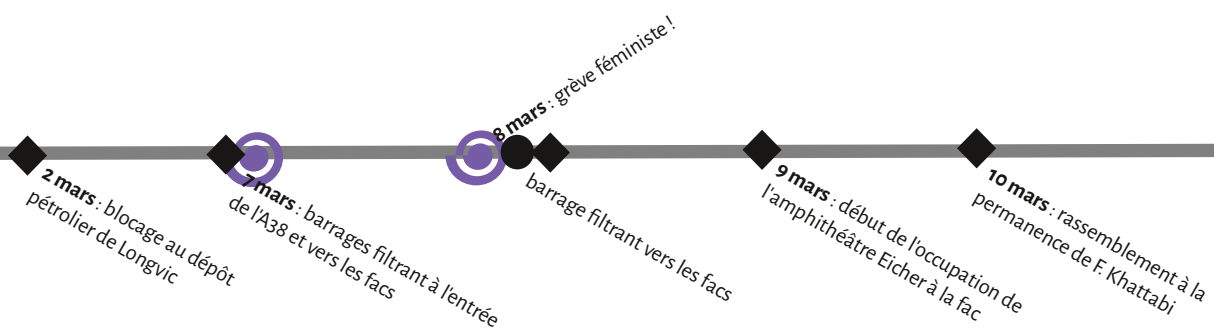
Le mouvement social c'est pas que les manifs, et pas que les syndicats. Pendant ce mouvement, plusieurs initiatives ont vu le jour pour soutenir la grève et pour organiser depuis la base des actions et manifestations en plus de celles prévues par l'intersyndicale. De nombreuses structures, syndicales ou non, ont ainsi organisé des événements pour remplir les caisses de grève : projections au Rezo Fet'Art, à la Bourse du Travail ou au Black Market, repas de soutien au Chez Nous, soirée aux Tanneries, etc.

À partir de la mi-janvier, plusieurs assemblées de soutien à la grève se sont tenues dans différents lieux, pour animer les manifestations, organiser des distributions de paniers alimentaire aux grévistes, ou pour soutenir les grévistes avec du café et des croissants sur les piquets de grève les jours de mobilisation. Enfin, plus tardivement que lors du précédent mouvement contre la réforme des retraites (voir Dijoncter papier #2), une assemblée interlutte a été mise en place début avril pour organiser des actions depuis la base, en parallèle de l'intersyndicale.

QU'EST CE QUE VOUS AURIEZ FAIT PENDANT LA MONTÉE DU FASCISME ?

Si ce mouvement marquera probablement les mémoires comme le plus massif et le plus déterminé depuis des décennies (en mettant de côté le cas à part des gilets jaunes), il sera aussi à n'en pas douter remémoré comme un grand bond en avant autoritaire de la part de l'État et du capitalisme. Bond en avant autoritaire par le mépris pour une mobilisation historique de plusieurs millions de manifestant-es, **en refusant tout dialogue avec les syndicats et toute concession** – qui font pourtant partie du jeu de dupes habituel des mouvements sociaux. En témoignent localement les manigances et parfois les refus purs et simples des député-es Renaissance dijonnais-es de recevoir l'intersyndicale. Bond en avant autoritaire dans la **répression policière**, avec, à Paris, de nouvelles méthodes de passages de rues entières (malgré l'interdiction de la technique), et de rafles massives et reconductions forcées vers les transports en commun pour vider les rues. Avec à partir du 16 mars des violences policières quotidiennes, largement documentées, en particulier de la part des flics de la BRAV-M, immédiatement blanchis par Darmanin. Avec les mutilations de deux manifestant-es le 23 mars. Avec enfin un déchaînement de violences policières contre les manifestant-es écologistes de Sainte-Soline, le samedi 25 mars, dans les rangs desquel-les on dénombre 200 blessé-es, 40 graves dont un-e éborgné-e, un-e qui a eu la mâchoire arrachée, et un dernier, S. qui est toujours entre la vie et la mort 3 semaines après la manif. Bond en avant autoritaire enfin dans la **répression administrative** et dans la ne semble pas trouver de limite. Il annonce en effet sa volonté de dissoudre la Défense Collective, un collectif d'autodéfense juridique rennais, et les Soulèvements de la Terre, une coordination de collectifs écologistes ayant participé à l'organisation de la manifestation du 25 mars. Le 2 avril dans une interview au JDD il reprend le concept issu de l'extrême-droite de « terrorisme intellectuel », pour en accuser la France Insoumise. Il annonce par ailleurs la création d'une « cellule anti-ZAD », véritable police politique contre les écologistes conséquent-es. Enfin, quelques jours plus tard, il s'en prend carrément à la Ligue des droits de l'Homme, laissant entendre que les subventions qui lui étaient versées par l'État "méritent d'être regardé(es) dans le cadre des actions qui ont pu être menées [à Sainte-Soline]", cette dernière ayant dénoncé de graves atteintes aux droits humains pendant cette manifestation. Une semaine plus tard, la 1ere ministre va encore plus loin en accusant la LDH d'avoir des positions « ambiguës sur l'islam radical ».

Cette fuite en avant répressive trouve une expression localement dans les coups de pression de la Préfecture contre des syndicats qui ne rentrent pas suffisamment dans le rang. La manifestation du 16 mars, appelée par les syndicats en réaction à l'usage du 49.3 par le gouvernement, mais non déclarée, a semble-t-il fait trembler la préfecture à plus d'un titre. Dès le lendemain le préfet porte plainte contre les personnes qui ont brûlé des mannequins à l'effigie de Macron et de ses ministres place de la Rep'. Les images ont l'air de bien plus choquer les bourgeois que les vraies blessures causées par les armes de la police. Les CFDTistes à l'origine du feu de joie, laché-es publiquement par leur chef Laurent Berger, finissent par s'auto-dénoncer au commissariat quelques jours plus tard. La vengeance préfectorale ne s'arrête pas là. Le 21 mars, Solidaires 21 reçoit un mail destiné à un de ses co-secrétaire l'accusant de n'avoir pas déclaré les dernières manifestations, et d'avoir calomnié les flics quelques jours plutôt dans une interview. Quelques heures plus tard la lettre « fuite » dans le Bien Public. Face à ce coup de pression, Solidaires 21 demande à être reçu en Préfecture et appelle à un rassemblement le 30 mars devant la Préfecture. Déclaré, celui-ci sera autorisé légalement, mais interdit de fait, par la présence d'une grille anti-émeute barrant la rue. Devant les protestations du syndicat, un flic s'excusera presque « c'est illégal mais c'est les ordres ». Les syndicats boycottent l'audience, mais le rassemblement a tout de même lieu, suivi par un second rassemblement contre les violences policières survenues quelques jours plus tôt à la manifestation de Sainte-Soline (Deux-Sèvres), et à l'annonce par Darmanin de la dissolution du mouvement écologiste Les Soulèvements de la Terre. Le bras de fer continue, avec l'appel syndical, encore une fois non déclaré, à une manifestation le 1er avril. Là-encore le préfet ne fait même plus semblant de défendre la loi, puisque malgré l'absence d'interdiction de manifester il fait gazer le cortège au bout de 100m de manifestation familiale. La délégation intersyndicale qui va demander des comptes au commandant des flics est sèchement ignorée, avant un nouveau gazage qui disperse le rassemblement.



GRÈVES, BLOCAGES, MANIFS SAUVAGES

Le mouvement entre pourtant dans une nouvelle phase. Dans la ligne de mire, un objectif précis : la grève générale (même si, unité syndicale oblige, personne n'y appellera vraiment), mais aussi la reconduction, le 8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes et minorités de genre, que des camarades préparent depuis des mois (voir p. 26-33). Le ton est donné dès le 2 mars, avec un blocage du dépôt pétrolier de Longvic, organisé par l'intersyndicale.

Le 7 mars, c'est le début du marathon, des actions vont avoir lieu presque tous les jours pendant plus de deux semaines. Dès le matin, des barrages filtrants, piquets de grève, et assemblées ont lieu en différents points de la ville. Des employé-es de la DIR et des VNF filtrent la circulation à l'entrée de l'A38 de Plombières-lès-Dijon, pendant que des étudiant-es font de même à côté de la fac en cramant des barricades de palettes et de pneus. À 14h, tous les records sont battus. Nous sommes 25 000 à Dijon, 3,5 millions dans toute la France. Même les chiffres des flics sont les plus hauts jamais annoncés. La victoire paraît à portée de main, mais il va falloir attendre encore un peu.

Le niveau de tension dans les cortèges commence aussi à monter, avec des tags, les premiers feux de poubelles (qui deviendront grâce à la grève des éboueurs un des signes distinctifs de ce mouvement), et des gazages qui s'intensifient en fin de manif.

Le lendemain, la grève se poursuit dans certains secteurs, mais la journée est surtout marquée par la grève féministe. Après le forum associatif de la matinée, 1500 personnes manifestent plusieurs heures dans le centre-ville malgré une pluie glaciale, avant de se retrouver à la Bourse du travail pour une soirée de conférence et de projection sur les luttes des femmes et minorités de genre.

Le mouvement se renforce dans le monde universitaire (voir encadré), et les journées se partagent entre manifestations intersyndicales (les 11 et 15 mars, jour de la commission mixte paritaire et veille du vote à l'assemblée nationale) rassemblements devant les permanences de député-es, et blocages.





11 mars : blocus à Sciences Po

12 mars : 1ère adoption
par le Sénat



14 mars : blocage du dépôt pétrolier
de Longvic



15 mars : Commission mixte
paritaire
Rassemblements devant les
permanences des députés
Renaissance



L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN LUTTE

Dans l'enseignement supérieur, l'opposition à cette réforme est le théâtre de mouvements comme on en avait pas vu à Dijon depuis de nombreuses années. Si on est loin des mouvements massifs contre la réforme du CPE (2006) ou la LRU (2007 et 2009), les cortèges jeunes sont malgré tout fournis et joyeux. Ils s'appuient sur quelques bastions.

-À l'Université de Bourgogne, les premières AG ont eu lieu dès janvier. Elles ont obtenu de la présidence de l'université la dispense d'assiduité les jours de mobilisation nationale à partir du 27 janvier. À plusieurs reprises des départs en manifs sont organisés depuis la fac, et des blocages ont lieu les 7 et 8 mars aux alentours du campus. Le 9 les étudiant-es mobilisé-es passent un nouveau cap en occupant l'amphithéâtre Eicher, dans le Pôle AAFE. Cet amphi deviendra un pôle d'organisation pour toute une partie du mouvement contre la réforme. Il accueille depuis des AG, conférences, réunions d'organisation, mais aussi des moments de convivialité (repas, fêtes). Ses occupant-es ont actuellement suspendu l'occupation le temps des vacances d'avril.

-Une occupation a aussi lieu à l'École Nationale Supérieure d'art de Dijon (ENSA aka les Beaux Arts) depuis le 20 mars. Les étudiant-es sont mobilisé-es contre la réforme des retraites mais aussi contre la précarité étudiante et la précarisation des écoles d'art et design.

-Du côté de Sciences Po, des étudiant-es sont aussi mobilisé-es dans les manifs, mais aussi sur leur campus, sur lequel un blocus filtrant a été mis en place le 11 mars.

16 mars : 2nd adoption par le Sénat. 49.3 à l'AN

manif syndicale non déclarée, départ en sauvage

18 mars : manif syndicale non déclarée, départ en sauvage

20 mars : rejet des motions de censure

barrage filtrant à Fauverney + manif syndicale non déclarée, départ en sauvage

22 mars : allocution télévisée de Macron

21 mars : blocage de l'incinérateur de la Charmette + rassemblement de soutien à un interpellé devant le comico.

23 mars : cinq barrages filtrants tout autour de la ville

MACRON EXPLOSION !

Après 1 mois et demi d'examen à marche forcée à l'Assemblée nationale puis au Sénat, le vote final du texte est prévu pendant l'après-midi du 16 mars. Après tout un feuilleton médiatique sur la nécessité ou non de son usage, c'est bien grâce au 49.3 que la réforme est adoptée. Le soir même un rassemblement appelé par l'intersyndicale mais – grande nouveauté – non déclaré en préfecture, réunit un millier de personnes. D'entrée de jeu, l'ambiance est posée : FO appelle à radicaliser le mouvement, et des CFDTistes font cramer des mannequins représentant Macron et ses ministres (les images feront un tollé médiatique chez les bourges). La colère est profonde, et une manif sauvage sillonne le centre-ville pendant tout le début de soirée, non sans laisser quelques traces ici et là : barricades, feux de poubelles – notamment devant les grilles de la mairie, écrans publicitaires et vitrines de magasins de luxe étoilés, caméras de surveillance taguées, etc. La soirée se termine sur un encerclement par les BACqueux, de la Maison des syndicats, où une partie des manifestant-es se sont retrouvés après la manif.

Alors que de telles explosions de colère ont eu lieu partout en France (voir encadré), deux autres rassemblements sont appelés par une partie des syndicats. Le samedi après-midi on joue, à 2000, un véritable remake de manif gilets jaunes, avec tentative d'envahir la gare, déambulation rue de la Lib' et gazages autour de la Pref'. Le lundi soir, face à un dispositif policier bien plus conséquent, la manif d'un millier de personnes est confinée à la place de la Rep', où se concentre la colère des manifestant-es : feux de poubelles, de panneaux de pub, et même de poteaux de caméras de surveillance, qui font sauter le courant et plongent une partie de la place dans le noir. Bilan de ces trois jours de colère : 130 000€ de dégâts, dont 70 000€ pour le seul lundi soir. Le 23 mars, pour la 9e journée de mobilisation intersyndicale, nous atteignons à nouveau le pic des 25 000 manifestant-es, dont un très gros cortège sauvage déterminé à prolonger la manifestation autour de la place Wilson et vers la prison, où les flics nous dispersent violemment.

23 MARS : JOUR DE COLÈRE DANS TOUTE LA RÉGION

Après le passage en force de la réforme grâce à l'article 49.3, une nouvelle journée de mobilisation intersyndicale est appelée le 23 mars. Dans toute la région, comme partout en France, elle voit exploser la colère contre la réforme des retraites et le 49.3, jusque dans de petites villes.

À **Vesoul**, le commissaire est enfariné et échappe de peu à des œufs qui se sentent déjà pousser des ailes, les flics gazent. Des feux sont allumés jusque dans la cour de la mairie, et des couches et autres déchets sont lancés sur la pref'. Plusieurs feux de poubelle seront aussi allumés pendant la manifestation du 28, ce qui poussera le préfet à interdire les manifestations dans le centre-ville, comme il l'avait fait quelques semaines plus tôt aux abords d'un rond-point de la ville.

À **Chalon-sur-Saône**, les manifestant-es débordent le dispositif policier et envahissent le péage nord sur l'A6, plus aucun véhicule ne passe. Les flics gazent à plusieurs reprises, et se prennent quelques canettes volantes.

À **Montceau-les-Mines**, 300 personnes sont parties en manif sauvage pour aller bloquer la RCEA. Les flics auront besoin de l'intervention d'un hélico et de gaz lacrymogènes pour les déloger.

À **Auxerre**, 250 personnes partent en manif sauvage pour cramer des poubelles devant la pref'. Le feu fait fondre plusieurs véhicules dont un des flics. Des feux sont ensuite allumés sur les ronds-points aux entrées de la ville. Quatre personnes finissent en garde-à-vue ce soir là.

25 mars : manifestation à Sainte-Soline contre les méga-bassines

manifestation syndicale non déclarée, bloquée par les flics



28 mars : barrage filtrant à Cap Nord



30 mars : double rassemblement, contre la répression syndicale et à Sainte-Soline



7 avril : visite de Véran, contre un rassemblement



14 avril : validation par le Conseil constitutionnel, promulgation



15 avril : manif sauvage depuis place Zola



17 avril : casserole place de la Lib'

CONTINUONS LE DÉBUT

Depuis, la dynamique se poursuit : manifestation intersyndicale le 28 mars – ponctuée de débordements tout le long du parcours, et le 6 avril – marquée par la présence d'un camion techno et par l'attaque contre le centre régional du Crédit Agricole à coup de boules de peinture, bouteilles, et pyrotechnie ; blocages aux aurores – à Longvic, Cap Nord, Fauverney... avec la nouveauté que certaines de ces initiatives sont organisées de façon autonome en parallèle de l'intersyndicale. La période est aussi marquée par une intensification de la répression des rassemblements non déclarés, et par le retentissement du déchaînement de violence policière pendant une manifestation écologiste à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres (voir encadré).

Alors que le texte de loi arrive au bout de son « cheminement démocratique », pour reprendre les termes macronistes, les horizons institutionnels s'amenuisent pour l'opposition : au lendemain d'une nouvelle journée de manifestation intersyndicale, le texte est globalement validé sans possibilité de référendum par le conseil constitutionnel le 14 avril, et promulgué dans la nuit par Macron. Ne reste plus, comme seule option, que de rendre inacceptable le coût politique d'une mise en application du texte : augmenter encore la pression de la rue, ne rien lâcher. Les regards se tournent vers un 1er mai qui doit être historique, et d'ici là les initiatives fleurissent pour maintenir la pression. ■

◆ Évènements locaux

● Calendrier d'examen de la loi et évènements nationaux

◎ Journée de mobilisation intersyndicale nationale





LES DESSOUS DES FAFS

Dans l'arrière-boutique
du RN franc-comtois

Depuis sa fondation en 1972, le Front National - devenu Rassemblement National en 2018 - a eu une histoire mouvementée, des provocations négationnistes de Jean-Marie Le Pen pour exister médiatiquement à la prétendue « dédiablement » amorcée dans les années 2000 par Marine Le Pen pour élargir son électeurat. Cette histoire c'est aussi celle de scissions et de scandales, lorsque les efforts de la direction du parti ne suffisent pas à contenir le racisme et le fascisme décomplexé de la base. Fidèle à ce passé, l'année 2022 a ainsi donné lieu à une nouvelle scission, celle des partisans de Zemmour, et à de nombreuses affaires de violences de la part de ses militants, largement passées sous silence par des médias mainstream complaisants.

Afin de cerner ces récentes péripéties traversées par le RN, la situation de la Franche-Comté apparaît édifiante. Ces dernières années, bon nombre de petites mains qui constituait cette « nouvelle génération » ont volé de leurs propres ailes quitte à finir dans des trajectoires parfois délicates.

DU RN À L'ACTIVISME FASCISTE

On se souvient ainsi de **F.P.B.** [1], ancien du MoDem passé au Front National en 2015 le temps d'être candidat aux élections cantonales sur Besançon, et ayant été finalement exclu après être apparu vêtu d'un tee-shirt de la marque néonazie « White-Rex ». Ou de **la famille C.** du côté de Bregille, qui avait installé un bar dans sa cave nommé « le Bunker » où elle assurait jusqu'en 2015 les rendez-vous du milieu le plus extrême, mais aussi les collages et tracts du Front National.

Ces dernières années le panorama n'est pas plus glorieux. Ainsi que l'illustre **T.G.** à Besançon, un membre du RN proche du leader régional Jacques Riccardetti qui fut plusieurs fois candidat. Dès le 30 juillet 2019, il a été mis en cause pour une photographie diffusée sur Facebook où il apparaît grimé en mode Ku Klux Klan et effectuant un salut fasciste. Ce n'est pourtant qu'après s'être brouillé avec les instances du parti à cause de ses connivences avec les néonazis de Vandal Besak qu'il sera évincé début 2022, rejoignant un temps Génération Zemmour. Les brutalités explosent alors : attaque du meeting de Philippe Poutou (9 mars 2022), parasitage du cortège intersyndical (1^{er} mai), coups de force à la marche des fiertés (21 mai), agression d'un journaliste (22 août), parade sur fond de nostalgie du III^e Reich (28 août), intimidation d'une mobilisation féministe (19 novembre)...

Jusqu'à l'exaction de trop, du moins sur le plan médiatique et judiciaire : le 21 novembre dernier, T.G. vandalise une statue de Victor Hugo. La rénovation de l'œuvre d'Ousmane Sow ayant été jugée inconforme car trop « noire », la sculpture avait été aspergée de peinture blanche avec une pancarte mentionnant « White Power » frappée de croix celtiques. Un acte commis avec un certain **E.M.**, ancien compère qui avait pris sa carte au RN en 2021. Si celui-ci s'est détourné de tout activisme depuis qu'il a été reconnu coupable pour ces faits, il n'hésitait pas à l'époque à se faire photographier exécutant le signe « OK » repris par les terroristes Brenton Tarrant et Philip Manshaus. T.G. persiste quant à lui dans ses doctrines après avoir rompu avec Génération Zemmour et la Cocarde étudiante, œuvrant à travers le groupuscule « Ratons Nationalistes ».

« Les brutalités explosent : attaque du meeting de Philippe Poutou, parasitage du cortège intersyndical, coups de force à la marche des fiertés, agression d'un journaliste. »

TENTATIVES DE MEURTRE, PORTS D'ARMES ET ATTAQUES CONTRE LES MUSULMAN·NES

Référent jurassien du Front National de la Jeunesse de 2014 à 2016, **Raphaël Goiset** a lui aussi fait les gros titres. Toujours actif en 2017, le trentenaire s'oppose à l'accueil de deux familles de réfugiés, assénant que « notre identité franc-comtoise est en danger » et fait venir la taulière Marine le Pen, en pleines présidentielles. Cette année marque sa condamnation pour des violences conjugales, suite à laquelle il s'exile à Toulouse où il fut remarqué durant les gilets jaunes. Mais l'ex-responsable et candidat à Clairvaux-les-Lacs défraya surtout la chronique en septembre 2019, pour avoir tenté d'abattre un ex-flic, à qui il vendait de la drogue, pour une histoire de dettes, en lui tirant cinq balles dans le dos en forêt... Le 15 juin 2022, il a pris quelque dix-huit années de réclusion criminelle devant la cour d'assise de Haute-Garonne.

Q.L.D. a quant à lui adhéré au RN jusqu'à en être candidat à Pontarlier, puis responsable-adjoint de l'organe de jeunesse Génération Nation pour le département du Doubs. Il dispose alors d'un casier plus modeste mais chargé, avec les mentions de violences conjugales, infractions routières, ou encore port d'arme. Dans ce dernier cas, le mis en cause avait été interpellé muni d'un couteau en marge d'un tractage lepéniste... quelques jours avant un scrutin pour lequel il était tête de liste. Un incident qui n'a visiblement pas été sanctionné, l'intéressé ayant pu continuer d'évoluer sans entrave. Considérant toutefois le parti « laxiste », il le quittait à l'été 2021 pour celui d'Éric Zemmour. Un engagement qu'il n'aura pas le temps de concrétiser, passant une quatrième fois en correctionnelle le 25 avril 2022 pour des « dégradations aggravées » commises en novembre 2022. Il avait en effet tagué de larges croix de Lorraine sur des mosquées et sur

[1] Dans le cas des militants n'ayant pas déjà d'existence médiatique et n'exerçant pas de rôle de premier rang, nous avons fait le choix de préserver une part de leur anonymat en ne mentionnant que leurs initiales. Qu'ils considèrent cela comme une dernière chance de faire machine arrière avant que leur réputation publique ne soit définitivement ruinée.

des véhicules de fidèles garés à proximité dans les communes de Pontarlier, Montlebon ainsi que Besançon par deux fois. Lors de la perquisition menée à son domicile, les services de police retrouveront un original de Mein Kampf ainsi qu'une carabine. Interrogé sur ses convictions, le militant d'extrême-droite admet avoir ciblé les musulmanes vu-es comme des « envahisseurs » et des « ennemis ». Il brocardera toutefois quelques excuses en assurant n'avoir « ni haine ni animosité » mais un sentiment de « colère » depuis de prétendues brimades au lycée. Le jeune homme aurait depuis totalement raccroché de ces appartenances, bien que l'ultime sentence portée à dix-huit mois de prison avec sursis et 35 000 euros de dommages et intérêts l'ait sans doute un peu aidé.

UNE HÉMORRAGIE DE JEUNES MILITANTS

Autre personnalité désormais éclipsée de la vie publique, le dénommé **J.B.B.** a été candidat à trois élections locales. Lui aussi aux commandes de Génération Nation dans le Jura, invité des plateaux télévisés comme le 14 juin 2021 sur France 3 Franche-Comté, il s'était initialement installé à Besançon pour ses études. Dans le sillon de son ami T.G., il avait rejoint le syndicat la Cocarde étudiante avant d'atterrir à Génération Zemmour jusqu'en avril 2022, où ses antécédents sont révélés : il s'avère avoir été lourdement condamné de longue date par le tribunal pour enfants de Lons-le-Saunier, au motif de graves brutalités physiques, morales et sexuelles. Une réalité qui ne l'empêchera pas d'avoir été investi par le RN, tout en se permettant quelques invectives comme le 17 avril 2019 où il reliait les « viols » aux « musulmans ».

B.M. a quant à lui une histoire quelque peu différente. Électron libre et turbulent, originaire de Vesoul, il suit des études aux Huisselets à Montbéliard où il obtient en 2017 un baccalauréat professionnel « métiers de la sécurité ». Militant fin 2019 à Génération identitaire, il en devient l'administrateur Franche-Comté en janvier 2020 et fête son intronisation en participant à l'action « White Live Matters » (les vies « blanches » comptent) lors de la marche contre les violences policières de Paris. En parallèle il reste pourtant parfaitement visible à la fédération de Haute-Saône,

enchaînant les allers-retours jusqu'à obtenir le canton de Saint-Loup-sur-Semouse aux élections de juin 2021. Un « cadeau » du RN qui ne sera pas apprécié à sa juste valeur, le jeune homme ralliant peu après Éric Zemmour avant de disparaître de la circulation.

Énième pont qui claquera la porte du Rassemblement National, **S.A.** était un profil considéré plus « intellectuel ». Mais en 2022 il se rapproche lui aussi de Génération Zemmour dont il dirige même officiellement la section du Doubs. Il a alors dix-neuf ans, est étudiant à l'UFR-SJEPG, et présente plutôt bien avec ses airs de fils de bonne famille. Espérant édifier une vitrine respectable au contraire de camarades comme T.G., E.M., ou J.B.B., il n'est toutefois pas exempt de reproches : amitiés « Facebook » avec un ex-responsable de l'Action Française Dijon et avec le chantre du « grand remplacement » Renaud Camus, volonté de « ré-immigrer » le footballeur Lilian Thuram, reprise du slogan « qui ? » tiré des sphères antisémites... Après l'échec des présidentielles de 2022, il prend ses distances tant avec Génération Zemmour qu'avec la politique en général.

BESANÇON, CITADELLE ANTIFASCISTE ?

Si ces quelques exemples ne sont évidemment pas exhaustifs, ils permettent toutefois d'établir un

panorama clair. Malgré une volonté de respectabilité, une part significative de la fine fleur lepéniste comtoise s'est rapidement détachée des préceptes escomptés... De façon interne ou en toute liberté, il n'en demeure pas moins que ce marquage questionne. Interrogée sur ces parcours, une cadre locale jurera avoir tout ignoré des compromissions de certains de ses pou-lains. Mais quand une majori-té de brebis sont galeuses, le problème vient peut-être tout autant du cheptel que du fermier.

te de brebis sont galeuses, le problème vient peut-être tout autant du cheptel que du fermier. Le Rassemblement National a ainsi recruté, formé, structuré ces jeunes pousses, il en a fait ce qu'ils sont devenus. Entre ces départs et radiations, un ménage a certes été opéré, mais il faudrait plutôt parler de vide tant ces pertes ont été en réalité systémiques.

« Quand une majorité de brebis sont galeuses, le problème vient peut-être tout autant du cheptel que du fermier. »

Reste que dans la ville natale de l'auteur des Misérables, il faut en plus compter sur une hostilité latente de la population à ces idéologies. Les résultats aux présidentielles sont ainsi particulièrement parlants sur l'état d'esprit qui y demeure : Mélenchon y était en tête (32,3% du total des voix), Macron second (27,7%) et le Pen troisième (13,7%), avec des scores encore plus nets dans l'hypercentre et les quartiers comme Battant (53%, 17%, 8,5%), la Boucle (40%, 26%, 7%), ou Planoise (43%, 22%, 20%). Mais au-delà des votes, la réprobation est davantage palpable dans les actes et dans la rue. Comme lors d'un « apéritif-débat » prévu par le RN le 21 novembre 2021 à la Maison du Peuple, suscitant immédiatement une levée de boucliers... Cette offensive naissante, dont en premier lieu celle de l'UD-CGT du Doubs, a refoulé le RN de ces lieux.

Rebelote le 18 février 2022, quand le bus de campagne du Rassemblement National annonce son passage à Besançon. Un comité d'accueil antifasciste était présent, avec une banderole : « Zemmour, le Pen, Macron... hors de nos vies ». Le véhicule et ses occupants, penauds, ont dû s'ancrer là où ils pouvaient et sous une forte escorte policière. Cela ne suffira pas : entourés, hués, ciblés, cette brève venue a été un fiasco.

Ces deux ripostes réussies n'entendent pas pour autant nier la montée réactionnaire ambiante, qui touche la capitale comtoise comme toute l'Europe. Mais elles démontrent qu'ici les habitant-es ne sont pas dupes du visage prétendument rassurant offert par le RN, le rejetant pour ce qu'il est : une organisation d'extrême-droite. Une cité ouverte, plurielle, tolérante, qui se dessine de façon populaire, concrète et quotidienne.

« Dans la ville natale de l'auteur des Misérables, il faut compter sur une hostilité latente de la population à ces idéologies. »



EN BOURGOGNE, 1 AN D'(IN)ACTIVITÉ FASCISTE

Côté Bourgogne les fascistes se sont faits bien plus discrets qu'à Besançon depuis la fin de la dernière campagne présidentielle. Du côté des partis électoralistes, principalement le RN et Reconquête mais aussi des sectes souverainistes-complotistes (UPR, DLF, Patriotes, République Souveraine), l'activité est restée cantonnée à du vivotage militant : quelques collages éparses et de discrets meetings. Les groupuscules extraparlimentaires se sont eux contentés de faire des randonnées de scouts pour les uns (Hélix) et de poster des photos de culturistes sur Instagram pour les autres (Infréquentables), tout en s'insultant par posts interposés.

Il y a bien eu à l'automne, une lamentable tentative de récupération d'un fait-divers sordide (le meurtre de la jeune Lola), avec un rassemblement le 23 octobre place Darcy, peinant à regrouper une centaine de personnes, malgré le tapage médiatique entourant l'affaire ; ainsi que, toujours fin octobre, une tentative d'agitation politique autour la délinquance place de la République. Là encore, malgré la complaisance de la droite municipale et du Bien Public, ce n'est pas allé bien loin.

ZEMMOUR : LE NOUVEAU MESSIE DES FACHOS

Il faut remonter aux dernières présidentielles pour trouver une activité fasciste notoire, principalement autour de la candidature de Zemmour. Résumons rapidement.

La campagne de Zemmour est lancée par ses soutiens dès le printemps 2021, par des séries de collages qui népargnent pas la Bourgogne. Des groupes locaux se structurent autour d'anciens élus RN et de quelques transfuges LR et, côté jeunes, de membres des « syndicats » étudiants fascistes la Cocarde et l'UNI. Le premier évènement public est annoncé le 6 novembre et marque le lancement d'un front antifasciste à l'initiative de Solidaires 21. Cette première mobilisation est un succès, puisqu'elle

provoque l'annulation de la venue de Zemmour, qui préfère se replier chez les viticulteurs bourgeois de Nuits-Saint-Georges.

Après la déclaration officielle de candidature de Zemmour et la création de son parti « Reconquête » le 5 décembre 2021, les réunions et meetings s'enchaînent et trouvent toujours en travers de leur chemin des mobilisations antifascistes :

→ **29 janvier** : réunion discrète de ses partisans et contre-rassemblement gazé par les flics à l'Auditorium.

→ **12 février** : grand meeting national en présence de Zemmour et contre-rassemblement à Saulieu dans le Morvan, terre de résistance.

→ **1^{er} avril** : meeting de Nicolas Bay (eurodéputé, ex-RN) mais sans Stéphane Ravier (sénateur ex-RN) initialement annoncé à Fontaine-lès-Dijon, contre-rassemblement.

→ **7 avril** : rumeur d'une clôture de campagne par une « ascension » vers la basilique de Vézelay, dans l'Yonne. Tous les poids lourds de sa clique sont annoncés au rendez-vous : Marion Maréchal, Nicolas Bay, Guillaume Peltier, Philippe de Villiers ou encore Jean-Frédéric Poisson. Les habitant-es se mobilisent préventivement par une pétition et le déploiement de banderoles dans tout le village. L'évènement n'aura jamais lieu.

Au soir du 10 avril, Zemmour, qui visait quelques semaines auparavant le 2nd tour, est éliminé avec 7 % des suffrages.

S'ouvre alors la campagne des législatives, marquée localement par les frasques de l'Antifasciste Farine Action (AFA) lors des déplacements de candidats fascistes.

Retrouvez leurs recettes en exclusivité dans les pages cuisine de ce magazine (p. 70) !





Regroupant au sein de sa population des nationalités, des religions et des courants de pensée différents, le village [de Vezelay] est proche des villes solidaires qui viennent en aide aux personnes migrantes, et porte haut les valeurs d'accueil, de respect et de partage, aux antipodes du discours de haine et d'exclusion de M. Zemmour.

Nous, habitants et amoureux du lieu, affirmons donc notre opposition totale à la venue de celui-ci et notre détermination à ne pas rester les bras croisés devant ce que nous considérons comme une offense faite à tout ce en quoi nous avons foi.

Extrait de la pétition "Éric Zemmour indésirable à Vezelay" signée par plus de 2000 personnes.



POLICER LA FÊTE

21 JUIN 2022

Retour sur une nuit de violences et de répression contre la fête et la musique.

Le 21 juin 2022, après deux ans de restrictions et alors que la Fête de la Musique fêtait ses 40 ans, à Dijon la soirée a surtout été une démonstration de maintien de l'ordre. Le message était clair, pas question de laisser la rue aux fêtards, pas d'improvisation, de "musique répétitive" et d'ivresse, surtout ne sortez pas du cadre ! Suite à l'acharnement de la préfecture et à l'intervention particulièrement violente des forces de l'ordre survenue en fin de soirée dans la rue Berbisey, le collectif Conscience Nocturne, le Black Market et la Caisse de solidarité contre la répression ont publié dans les jours suivants, différents communiqués et un appel à témoignage à retrouver en ligne sur dijoncter.info. Nous reproduisons ici le récit d'un morceau de la soirée de la Fête de la Musique à Dijon qui a vu se déployer l'ahurissante brutalité de la police.

« La musique s'est arrêtée depuis peu et les bars et terrasses de la rue sont encore ouverts lorsqu'une troupe de policiers municipaux descend la rue Berbisey. Arrivés Montée de Guise, ils font demi-tour pour parcourir à nouveau la rue dans l'autre sens. Ils jouent les durs et certains fêtards ne tardent pas à leur faire remarquer. Ils répondent aux blagues qui leur sont faites en sortant leurs gazeuses et un grand benêt que nous appellerons Averell pousse violemment une personne. Quelle susceptibilité ! Ces grands enfants ne savent absolument pas garder leur sang froid. Le problème étant qu'ils ont les armes et la loi avec eux. Quelques personnes essaient d'apaiser la situation, les flics refont quelques pas mais on sent qu'ils n'ont pas envie d'en rester là. À peine un « Cassez-vous » surgit dans la rue qu'ils s'arrêtent de nouveau et attendent de pouvoir se payer un de ces trublions. Mais la provocation ne vient pas, alors ils reprennent leur marche vers le haut de la rue. Là, Averell rejoue la scène déjà vue en poussant fortement quelqu'un qui les suivait en singeant leur démarche de cow-boys. C'est l'humiliation qu'ils attendaient. Ils s'arrêtent au croisement avec la rue du Chaignot et appellent du renfort. Quelques personnes remarquent qu'un flic sort son talkie et semble appeler du renfort, mais comme ils sont allés un peu plus loin et que plus personne ne se soucie d'eux dans la rue, personne ne s'attend à ce qui va suivre.

Très rapidement, trois voitures de la Police Nationale arrivent de la rue du Chaignot. Les flics sortent immédiatement, gazeuses et matraques en main, et foncent sans sommation sur les groupes de fêtards qui stagnent en haut de la rue. Très vite ils attrapent deux pauvres bougres qui s'accrochent ensemble pour ne pas être pris et se retrouvent à terre. N'arrivant pas à les relever, les flics les aspergent de gaz. En voyant cela, quelques personnes vont les défendre. Là la demi-douzaine de flics qui s'acharne sur les deux à terre gaze ceux qui viennent leur dire que cette situation est inacceptable. La scène est hilarante, les quelques flics se prennent de leur propre gaz plein la tronche et sont obligés de reculer. Ce qui permet au petit groupe de relever les autres et de les emmener un peu plus loin pour qu'ils se remettent des brûlures du gaz. C'est à ce moment là que quelques flics se mettent à courir derrière quelqu'un. Ils l'attrapent violemment en le plaquant contre un mur, ils gazent à bout portant et repoussent vigoureusement quiconque essaie de s'approcher de la scène. Toute l'intervention est extrêmement chaotique, entre le surgissement des flics et cette arrestation, la rue Berbisey est le théâtre d'un capharnaüm sans nom.

Une fois la personne interpellée, ils remontent au croisement et ça se calme pendant quelques courtes minutes. Puis une cohorte d'une douzaine de flics se détache de leurs collègues et descend la rue, déterminés. Cette fois ils ont l'air de s'être organisés un peu et d'avoir un objectif clair. Ils marchent rapidement jusqu'au Black Market et s'y engouffrent pour aller chopper quelqu'un au fond du bar. C'est la sidération. En quelques secondes ils entrent, interpellent et ressortent en évacuant brutalement tout ce qui se trouve sur leur route. Une fois sorti, les flics forment un cercle autour de l'interpellé pour le rouer de coups. Il se retrouve à terre, comme inanimé, les matraques s'écrasant sur son corps. D'autres decks forment une ligne de protection, gazent abondamment celles et ceux qui leur disent de se calmer et en profitent pour arrêter une troisième personne. Il n'y a pratiquement plus que des keufs dans la rue, mais ils doivent se sentir très en danger car ils dégoupillent quelques grenades lacrymogènes pour couvrir leur retraite jusqu'à leurs véhicules. Ils chargent les trois personnes qu'ils ont interpellé dans leurs voitures et quittent le quartier. La rue ressemble à un champ de bataille déserté. Il n'y reste que quelques personnes, hagardes, qui tentent de retrouver leurs potes. Petit à petit des gens ressortent des bars dans lesquels ils s'étaient réfugiés. De la place Émile Zola à la Montée de Guise, la rue a souffert de l'irritabilité des flics. Tout le monde est choqué par la brutalité déployée. Le sentiment qui domine est qu'une bande de voyous armés est venu régler ses comptes, pleine de mépris et de suffisance face aux personnes qui avaient bravé la pluie torrentielle pour fêter la musique.

Ce moment est révélateur de ce que permet la politique sécuritaire de la ville de Dijon. Les restrictions de plus en plus contraignantes vis-à-vis des bars, de la musique, du bruit dans la rue et de la vente d'alcool ont déjà transformé Dijon en une ville nocturne policée et fantomatique. À cela s'ajoute la multiplication des policiers municipaux, leur armement et l'étendue de leurs prérogatives. Et les rues de Dijon se font de plus en plus hostiles à tout ce qui est un peu trop joyeux et débordant. Cette Fête de la Musique permet de percevoir cela de manière plus précise car en une seule soirée on a pu éprouver la brutalité assumée d'une police en roue libre qui se sait soutenue et se croit dans son bon droit. Alors qu'elle n'a fait qu'agir comme une bande de loubarde piqués au vif. Comme souvent la seule présence de la police a fait dégénérer une fête en une scène de chaos avec des répercussions importantes sur les personnes présentes alors qu'en leur absence les festivités se seraient terminées bien plus joyeusement. »

La fête de la musique est morte, vive la fête ! ■



SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

**Les luttes locales ça occu-
pe beaucoup, mais pas au
point d'en oublier le reste
du monde. Cette année à
Dijon, il y a eu plusieurs
occasions de manifester sa
solidarité avec les luttes
menées ailleurs sur le
globe, de l'Ukraine au Kur-
distan en passant par les
États-Unis.**

IMPÉRIALISME RUSSE

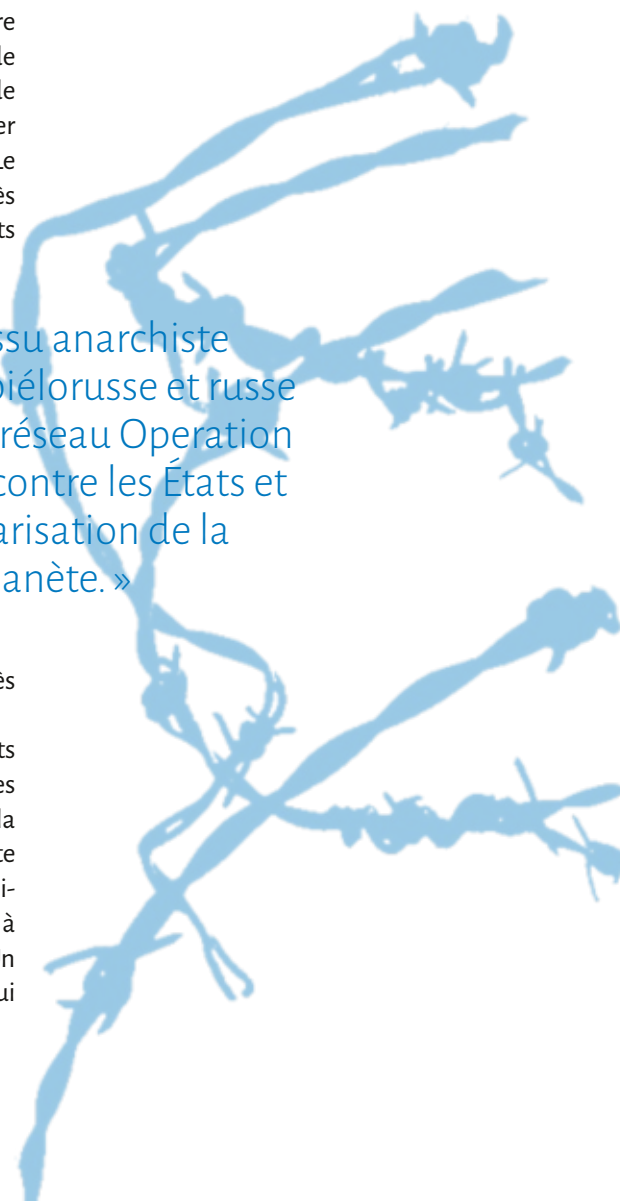
L'année 2022 restera celle de l'expansion de la domination russe. Le soulèvement biélorusse entamé en 2020 est bel et bien enterré. L'insurrection kazakhe de janvier 2022 est matée par une incursion rapide et massive de l'armée russe. Et dès février commence l'invasion de l'Ukraine par la même armée. La formidable résistance que les Ukrainien·nes déploient face à l'agression surprend jusqu'aux plus grands spécialistes et installe le conflit dans la durée. Certain·es s'exilent, d'autres partent au combat, beaucoup s'activent derrière la ligne de front pour subvenir aux besoins élémentaires. Très vite, un maillage de solidarités se met en place. Le tissu anarchiste ukrainien, biélorusse et russe organise le réseau Operation Solidarity, contre les États et la militarisation de la planète. Le but du réseau est de collecter de l'aide humanitaire, d'entretenir des combattant·es de défense territoriale, de soutenir toute initiative populaire faisant face à la menace commune, d'aider les réfugié·es et de diffuser des pratiques de démocratie directe. Le 6 juillet 2022, le réseau Operation Solidarity annonce qu'il se dissout, après avoir accompagné 200 combattant·es et mis en place 9 ravitaillements humanitaires.

En Russie, des manifestations anti-guerre ont lieu dans tout le pays mais sont étouffées par des arrestations massives de milliers de manifestant·es. La résistance à la guerre prend alors un autre aspect. Des voies ferrées sont sabotées et des centres de recrutement de l'armée incendiés. Début décembre, 72 attaques d'infrastructures militaires ont été recensées. Le 29 décembre, Poutine promulgue une loi qui permet d'infliger une peine de prison à perpétuité pour un acte de sabotage.

En Biélorussie, encore 2400 personnes croupissent dans les prisons du régime et 30 prisonniers anarchistes subissent des procès exemplaires pour avoir participé au mouvement.

On s'inquiète de cet impérialisme ravageur à Dijon, où plusieurs événements sont organisés pour en discuter, manifester notre solidarité ou récolter des fonds. Le 3 mars 2022 aux Tanneries se tient une soirée de discussions sur la situation en Ukraine avec un petit historique et un décryptage du contexte ukrainien suivi de la projection du film Maïdan de S. Loznitsa. Une manifestation de solidarité au peuple ukrainien a lieu le 2 avril 2022 place Darcy à Dijon et un concert de soutien est organisé le 7 janvier 2023 aux Tanneries. Un membre de l'ABC Bielorussia passe également par Dijon pour raconter ce qui se passe en Biélorussie et appeler à soutenir les prisonniers.

« Le tissu anarchiste ukrainien, biélorusse et russe organise le réseau Operation Solidarity, contre les États et la militarisation de la planète. »



TISSAGE DES LUTTES MEXICAINES CONTRE LE PILLAGE CAPITALISTE

La venue de la délégation zapatiste à Dijon l'an dernier a permis de renforcer les liens entre les luttes dijonnaises et mexicaines, de susciter un intérêt commun et de mettre en place des solidarités concrètes. Le 22 avril 2022, Miguel Peralta, membre de l'assemblée communautaire de Eloxochitlan de Flores Magon, vient parler à Dijon de la caravane pour l'eau, pour la vie et contre le pillage capitaliste. La caravane a traversé 9 états mexicains pendant 34 jours dans le but de rencontrer une multitude de luttes contre l'ordre capitaliste comme celles de :

- **Cholula** où l'usine d'embouteillage de Bonafont (Danone) est occupée depuis mars 2021, ce qui a permis de stopper le pillage de l'eau, la production de bouteille et de transformer les locaux en maison des peuples ;
- **Actopan** contre les concessions minières de Mining Corp ;
- **Veracruz** contre le rejet des eaux noires dans la mer ;
- **Sierra de Santa Marta** contre les projets d'extraction minière ;
- **Milpa Alta** face aux pénuries d'eau alors que les projets immobiliers fleurissent ;
- **Casa Okupa Chiapas**, bâtiment du gouverneur du Chiapas à Mexico, occupé depuis septembre 2021 pour dénoncer un état du Chiapas au bord de la guerre civile...

REMISE EN CAUSE DE L'AVORTEMENT AUX ÉTATS-UNIS

Le 24 juin 2022, la Cour suprême des États-Unis, tenue par une trumpiste, annonce la révocation de l'arrêt Roe vs Wade, qui depuis 1973 garantissait le droit à l'avortement. Désormais, chaque État pourra légiférer comme il voudra en la matière. Une heure à peine après la décision de la Cour suprême, l'État du Missouri annonce qu'il interdit l'IVG. Depuis, six autres États ont déclaré vouloir faire de même. Un mouvement de contestation secoue le pays, mouvement dont les échos se font ressentir jusqu'en France, où de nombreux rassemblements sont organisés. C'est le cas à Dijon où le 2 juillet 2022, la Ligue des Droits de l'Homme organise un rassemblement place Darcy, dans le cadre de la mobilisation européenne pour le droit à l'avortement.

« Le 31 mars, au 197^e jour du soulèvement populaire, une dizaine d'incendies ravagent des centres de la milice du Bassidj, des locaux du régime et des portraits des leaders du régime. »

LUTTES KURDES ET ÉCHOS EN TURQUIE, SYRIE ET IRAN

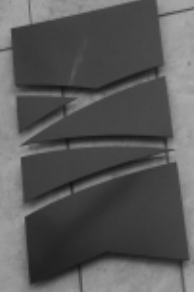
Le 13 septembre, une jeune kurde est tabassée par la police des mœurs à Téhéran car elle ne portait pas le hijab correctement. Elle meurt de ses blessures le 16 septembre. Cette brutalité déclenche un soulèvement contre le régime iranien. La répression est terrible mais le mouvement continue, réinventant des formes de lutte au fur et à mesure des mois qui passent. Un rassemblement de soutien aux insurgés iraniens a lieu à Dijon le 1er octobre 2022.

Au Rojava, l'automne 2022 marque l'intensification de la menace d'invasion turque. Erdogan impute un attentat ayant eu lieu le 13 novembre à Istanbul aux organisations kurdes et justifie ainsi le bombardement d'une dizaine de villes en Syrie et en Irak. Le 23 décembre, c'est à Paris qu'a lieu un nouvel attentat, dirigé contre le Conseil Démocratique Kurde en France et tuant 3 kurdes. L'État français étant complice des manœuvres d'Erdogan, il réprime brutalement les marches de deuil à Paris et Marseille.

Le 12 février 2023, plus de 10 000 personnes manifestent à Paris pour soutenir le soulèvement contre le régime iranien. Le 31 mars, au 197^e jour du soulèvement populaire, une dizaine d'incendies ravagent des centres de la milice du Bassidj, des locaux du régime et des portraits des leaders du régime.



côte
d'Or
LE DÉPARTEMENT



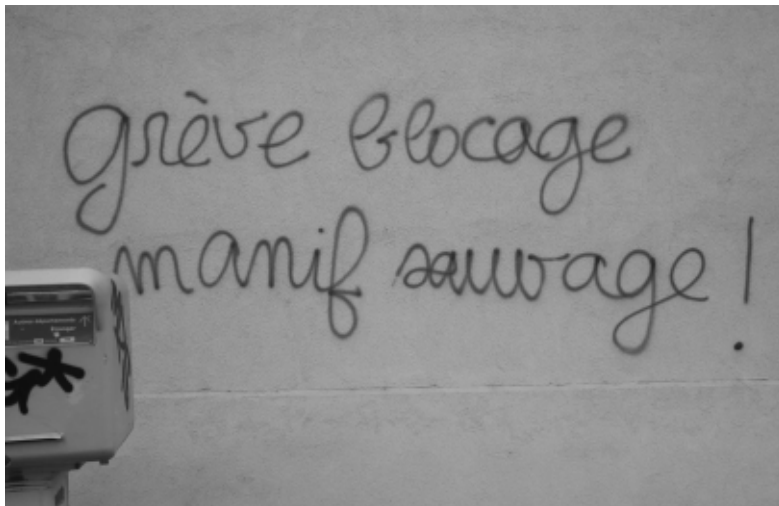
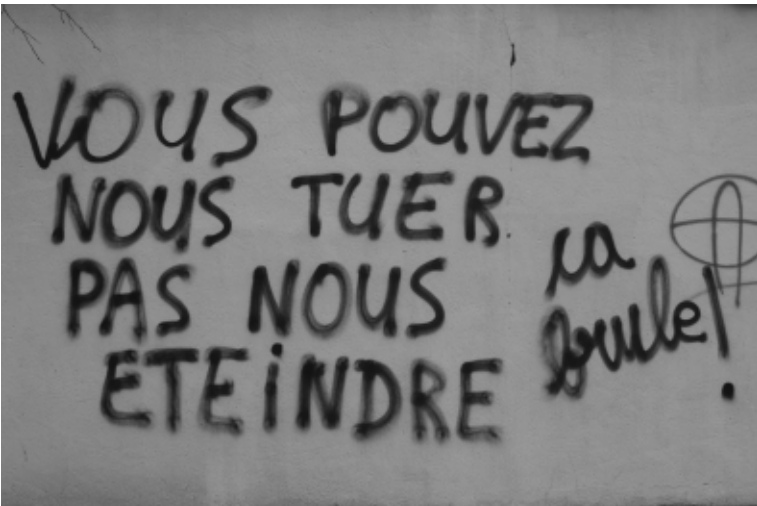
on va
tout mettre
sans dessus
Dussous!

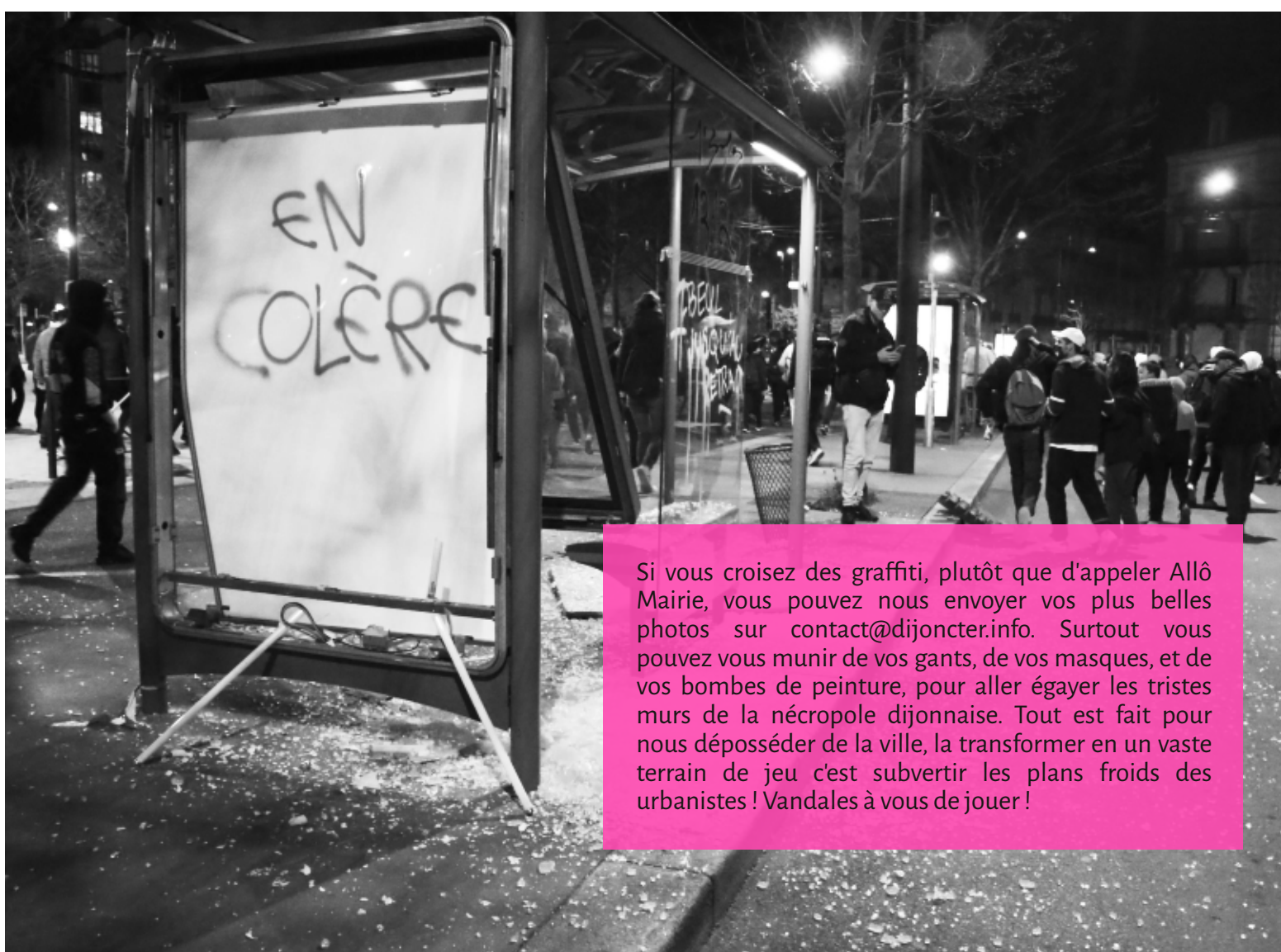
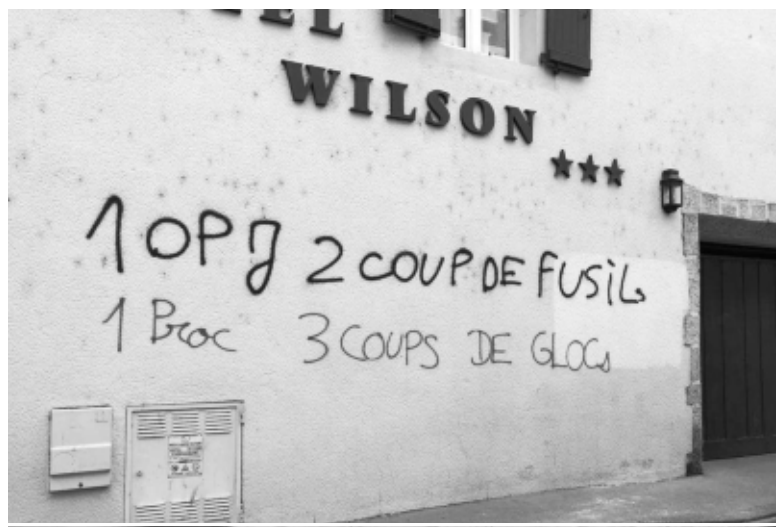


ERRANCE URBAINE

DARMANIN, TU LE SENS VENIR
LE MEGA-FEU?

La chronique Errances Urbaines propose, avec une périodicité tout à fait irrégulière, une sélection des découvertes graphiques, littéraires, et artistico-ludiques à portée subversive aperçues dans les rues de Dijon et alentours.





Si vous croisez des graffiti, plutôt que d'appeler Allô Mairie, vous pouvez nous envoyer vos plus belles photos sur contact@dijoncter.info. Surtout vous pouvez vous munir de vos gants, de vos masques, et de vos bombes de peinture, pour aller égayer les tristes murs de la nécropole dijonnaise. Tout est fait pour nous déposséder de la ville, la transformer en un vaste terrain de jeu c'est subvertir les plans froids des urbanistes ! Vandales à vous de jouer !

Ils nous pompent l'air
Asphyxions l'économie!
~~215~~ 215

dépassons
les
Borne!

L'AVENIR
EST
A
NOUS!

LES ARBRES ONT VU
NAÎTRE LE Chanoine Kiril
ILS VERRONT MOURIR
F. Reboamen

Lentilles toujours d'être!

POURQUOI ET COMMENT FÉMINISER SES TEXTES ?

ET DONC L'ÉCRITURE C'EST G

Un mélange d'articles piqués sur Rebellyon.info

Pas trop de scoops pour commencer : la grammaire française est un outil d'oppression. Elle a été conçue comme telle, pour inférioriser et invisibiliser les femmes et le féminin, tout en confortant la binarité. C'est surtout au 17^e siècle et avec l'Académie Française que l'ordre patriarcal a pris possession de la grammaire, dans un projet volontairement sexiste : « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle » écrit en 1767 le grammairien Beauzée. Jusqu'à aujourd'hui la grammaire officielle est restée sexiste : le masculin "l'emporte" sur le féminin au pluriel, le masculin est soi-disant "universel" et neutre. Depuis, il est difficile de faire accepter la fin de la masculinisation systématique des noms de métiers (masculinisation qui ne date pourtant que du 17^e).

Mais l'idée que l'invisibilisation du féminin dans la langue est un outil central de pouvoir, de limitation, d'oppression masculine n'est pas nouvelle non plus, héhé. Dès 1898 Hubertine Auclert lutte pour une féminisation de la langue française.

La féminisation de nos langues contemporaines ne repose pas sur le postulat (positiviste, rationaliste et mécaniciste) que la langue détermine la société. Elle tient à un ras-le-bol éprouvé par des femmes, mais aussi par des personnes ne se définissant pas dans une conception binaire des sexualités et des genres, d'être invisibilisées dans le langage écrit et parlé. Elle tient au ras-le-bol de ces personnes de s'invisibiliser elles-mêmes dans leurs textes et paroles,

et donc de ne pas avoir la visibilité à laquelle elles ont légitimement droit.

En luttant contre la masculinisation du langage et pour sa féminisation, l'objectif est d'éviter que seuls des hommes se sentent concernés par tout énoncé. Il s'agit de tenter de réduire une sociabilité masculine excluante de tout ce qui n'est pas mec-cis [1], souvent imposée de fait. Il s'agit, en s'adressant explicitement à TOUTE personne quelque soit son genre et son sexe, de faire en sorte pour que TOUTE personne puisse se sentir interpellée et concernée, parce que TOUTE personne aura été prise en compte dès le départ et au moment de la rédaction d'un texte. Ne pas reproduire dans le langage la non-mixité des dominants, c'est rendre possible une plus grande mixité sur place en évitant que seuls des hommes se sentent légitimes à être présents. Il s'agit d'amorcer une prise de conscience sur le fait que le soi-disant universalisme de notre langue (mais pas que, et pas que sur le plan du genre) laisse de côté une partie de l'humanité.

« Ne pas reproduire dans le langage la non-mixité des dominants, c'est rendre possible une plus grande mixité sur place en évitant que seuls des hommes se sentent légitimes à être présents. »

L'effort est minime (il suffit de quelques signes) et l'effet peut être important, voire gigantesque.

Extrait de "Pourquoi féminiser notre langage est important" publié sur Rebellyon.info en mai 2017

[1] Les mec cisgenres sont les personnes qui ont été socialisés comme des hommes et qui se reconnaissent dans cette identité de genre.

ÊTRE CRÉATIVES ET INVENTIFS

Il n'existe pas de normes à propos de la féminisation de l'orthographe. Libre à chacun-e de féminiser de la manière qu'il ou elle juge efficace, pertinente, politique, esthétique ou artistique. Ainsi, on peut aussi bien utiliser les mots mêlés (« squateureuses »), séparés (« les travailleuses et travailleurs »), les majuscules (« nos amiEs ») que les tirets (« nous avons été expulsé-e-s »), les points médians (« nous sommes tou-te-s en devenir ») ou les slashes, etc...

QUELQUES PISTES

- Doubler les termes

"les manifestants et les manifestantes"

- Favoriser l'utilisation des mots neutres et féminins

"les personnes" plutôt que "les hommes" ou "les individus"

- Utiliser des tirets ou des points médians

"les manifestant-es" ou "les manifestant-es"

- Être créative/fs !

les bergers et les bergères = les bergerEs

les squatteuses et les squatteurs = les squatteuseuses

ceux + celles = celleux

eux + elles = elleux

ils + elles = iels

amigas + amigos = amig@s

Il peut toutefois être important, dans un objectif de diffusion large et d'accessibilité, de garder en tête la compréhension et la lisibilité du texte : nous ne sommes pas tous et toutes égales et égaux face à la grammaire et l'orthographe, et les textes militants sont parfois déjà obscurs. Mais ça c'est un autre problème !

*Extrait de "Pourquoi et comment féminiser ses textes ?"
publié sur Rebellyon.info en octobre 2011.*

POLICES INCLUSIVES ET NON-BINAIRES

Le site <https://typotheque.genderfluid.space> propose une liste de polices qui intègrent des caractères permettant de démasculiniser l'écriture.

La police "Adelphe" permet par exemple d'écrire :

l̥ est vîv̥e et heureu̥x̥e

L̥æ conspirateu̥r̥i̥c̥e est un̥e chômeu̥s̥e

LANGAGE NEUTRE ET LANGAGE INCLUSIF

Le langage neutre ne fait référence à aucun genre tandis que le langage inclusif tente de représenter tous les genres.

Afin de représenter les personnes non-binaires, une multitude d'invention grammaticale a surgit ces dernières années :

Pronoms sujets : ul, ol,...

Pronoms compléments : iel, ellui, eus,...

Déterminants possessifs : man/maon, tan/taon, san/saon,...

Adjectif : -aé, -ey,...

ET SUR DIJONCTER.INFO ?

Dans le travail de modération que nous réalisons à Dijoncter, nous ne voulons pas féminiser automatiquement tous les textes sans l'accord de leurs auteurs et autrices. Même si nous encourageons vivement les personnes qui proposent des articles à les féminiser, la féminisation d'un texte peut parfois engendrer des modifications conséquentes que nous trouvons étrange d'appliquer au texte sans savoir ce qu'en pense son auteur ou autrice.

À la fin de l'article proposé, nous vous demandons donc de cocher une case pour nous signifier clairement si nous pouvons féminiser l'article.

Ce travail de féminisation que nous proposons nous semble répondre au fait que des personnes pourraient vouloir féminiser leurs articles sans se sentir capable de le faire.

Il nous semble pourtant important que tout le monde apprenne à féminiser ses textes, et que les contributeurs et contributrices de Dijoncter ne se reposent pas trop sur nous... Ça prend parfois du temps de transformer un texte dont la masculinisation n'a pas du tout été réfléchi !

DIJONCTER.INFO, UN SITE DU RÉSEAU MUTU

Depuis 2013, une vingtaine de sites d'information locale et anti-autoritaire se sont développés en réseau, marquant un renouveau des médias libres sur Internet. De Paris à Marseille ou de Angers à Lyon en passant par le Limousin, des collectifs autonomes s'activent pour diffuser les idées et les pratiques qui agitent leurs territoires. Compte-rendus de manifestations, reportages sur les piquets de grève, témoignages des victimes de la police, présentation d'initiatives radicales en matière de soins ou de logement, critiques des politiques métropolitaines qui se déploient d'une région à l'autre... Le réseau Mutu constitue une réponse décentralisée et radicale au contrôle de l'information par les pouvoirs économiques et politiques.



Le réseau Mutu
constitue une
réponse
décentralisée et
radicale au contrôle
de l'information

LES SITES DU RÉSEAU

- **Barrikade.info** (Suisse alémanique)
- **Basse-chaine.info** (Angers)
- **Bourrasque.info.org** (Brest)
- **Cric-grenoble.info** (Grenoble)
- **Dijoncter.info** (Dijon)
- **Emrawi.org** (Wien - Autriche)
- **Expansive.info** (Rennes)
- **laata.info** (Toulouse)
- **Labogue.info** (Limousin)
- **Larotative.info** (Tours)
- **Lenumerozero.info** (Saint-Étienne)
- **Lepressoir.info.org** (Montpellier)
- **Manif-est.info** (Nancy)
- **Mars-infos.org** (Marseilles)
- **Paris-luttes.info** (IDF)
- **Rebelyon.info** (Lyon)
- **Renverse.co** (Suisse romande)
- **Stuut.info** (Bruxelles)
- **Valleesenlutte.org** (Alpes du sud)

MUTUALISER LES EXPÉRIENCES ET LES SAVOIRS

Le réseau Mutu correspond à un projet tout simple : la tentative de partager les expériences et de mettre en commun un certain nombre de dispositifs techniques liés à l'information autonome.

Cette entraide a pour but de favoriser et d'accompagner l'émergence de nouveaux sites locaux et de permettre à ceux qui existent déjà de se renforcer. Elle prend deux aspects :

- Une forme pratique : des réflexions et des échanges sur les enjeux de l'information dans les luttes, sur les difficultés et succès rencontrés dans l'animation de tels sites, l'écriture, etc.

- Un aspect technique : le développement d'une interface de site par défaut, la possibilité d'un hébergement Internet en commun, l'échange de connaissances et coups de main divers tant sur la sécurité que sur l'ergonomie. La mutualisation de nos ressources nous

paraît indispensable pour développer une information locale forte, afin de soutenir les mouvements émancipateurs et diffuser les idées anti-autoritaires. Elle permet de faire face à l'hégémonie des grands groupes contrôlant les médias et donc notre autonomie en période de mouvement social, et de contrer l'offensive des médias d'extrême droite.

Cette mutualisation associe pour l'instant dix-huit sites assez différents dans leur fonctionnement, dans la composition de leur collectif d'animation ou par l'espace dans lequel ils s'inscrivent.

Ces sites partagent néanmoins un certain nombre de caractéristiques regroupés dans une « charte ».

DE BLABLA À DIJONCTER

À Dijon, un journal libre, indépendant et gratuit, *Blabla*, naît dans la foulée du mouvement contre le CPE en 2006. L'année suivante, c'est après le premier mouvement contre la LRU qu'un collectif proche de Blabla lance *brassicanigra.org*, site d'information locale qui s'inspire d'*Indymedia* mais qui propose un modèle de publication plus proche de *Rebellyon*. En 2012, après 15 numéros, *Blabla* cesse de paraître et *brassicanigra.org* n'est plus alimenté. Changement de temporalité, le site s'essoufflera avant l'émergence du réseau Mutu.

Mouvements après mouvements, rencontres après rencontres, le manque d'organe indépendant et coopératif de diffusion d'informations finit par motiver un petit collectif à mettre en place *dijoncter.info* qui apparaît sur la toile en avril 2018, à l'occasion du mouvement étudiant contre la loi Vidal et de l'occupation de la fac de Dijon.

RESEAUMUTU.INFO

Le site *reseaumutu.info* propose de visualiser rapidement les articles mis en avant, en une ou en manchette, sur chacun des sites francophones du réseau. On y trouve aussi des liens vers chacun de ces sites. C'est un portail qui permet d'avoir un regard sur la multiplicités des initiatives locales à travers la France et la Suisse.

LA CHARTE DU RÉSEAU MUTU

1. LA PUBLICATION PARTICIPATIVE

N'importe qui peut se créer un compte et proposer un article.

2. L'AIDE À LA PUBLICATION

Le collectif de modération propose une relecture, des conseils sur la mise en page et alerte sur des problèmes de syntaxe, de lisibilité et de vocabulaire. L'article produit est le résultat d'une interaction entre aut-riche et modérat-riche.

3. L'OUVERTURE

Le réseau est pensé comme un espace de rencontre entre diverses luttes et pratiques d'autonomie. Il se veut le lieu d'expression de réflexions diverses et espère construire des liens avec les personnes en lutte.

4. LES IDÉES POLITIQUES

L'objet du réseau est de permettre l'expression de celles et ceux qui luttent pour un changement radical de la société dans un sens émancipateur. Il est fermé aux contributions qui véhiculent des formes de domination liées au genre, à l'origine sociale ou culturelle, à la couleur de peau,...

5. LA VOLONTÉ DE DIFFUSER

Nous réfléchissons à la manière de faire circuler au maximum les articles publiés en travaillant sur l'apparence des sites, les contraintes de lecture, l'utilisation des réseaux sociaux, la manière de rattacher des articles entre eux et la mise en place d'un portail reliant les différents sites du réseau.

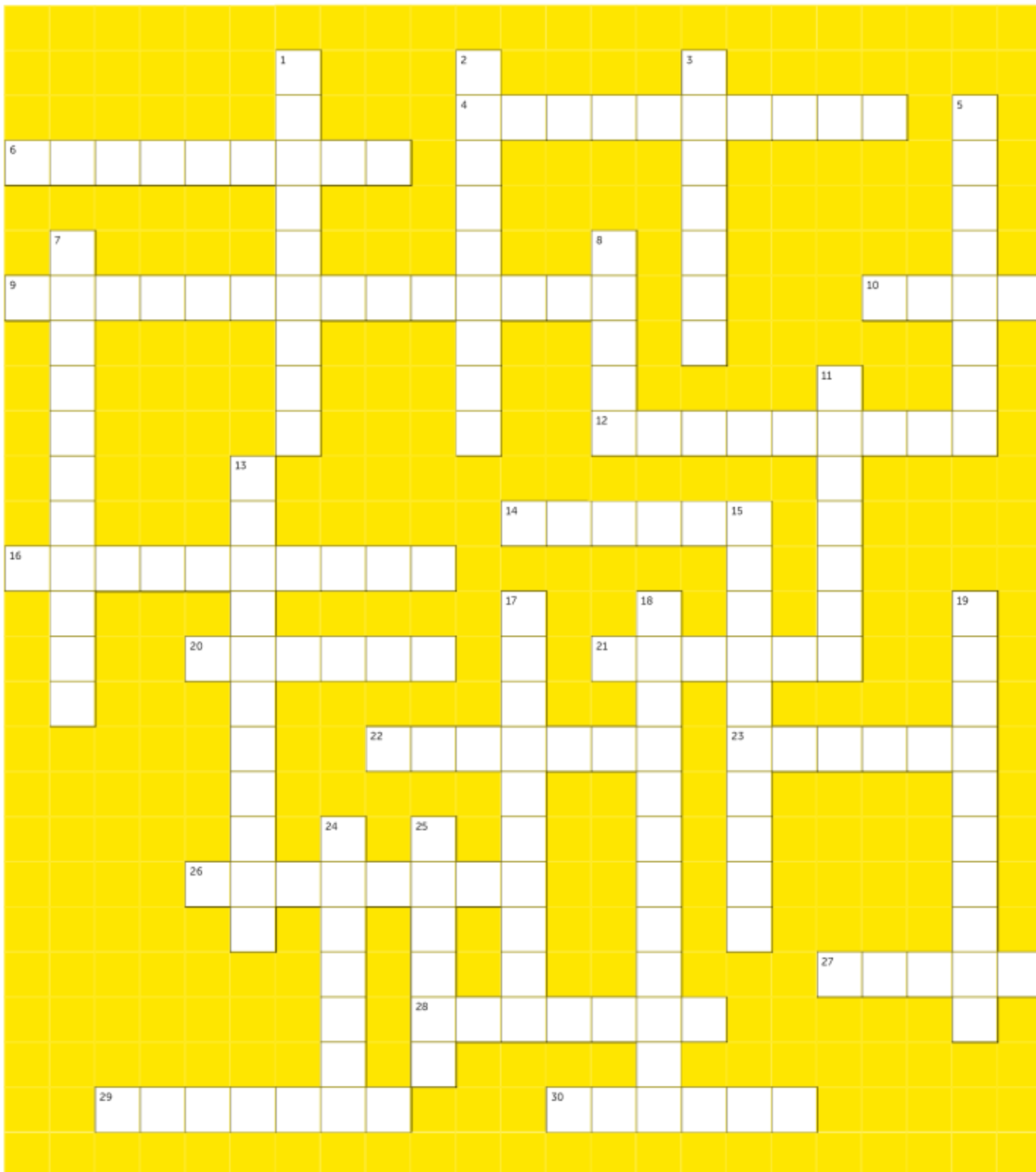
6. L'ANCRAGE DANS CONTEXTE LOCAL

L'équipe d'animation du site essaie de se maintenir en contact étroit avec le contexte politique local. Le site diffuse une lecture des événements locaux pensée comme une contre-offensive au monopole des médias piégés par leurs accointances économiques et politiques.

7. L'ENTRAIDE ENTRE LES SITES

Relayer l'info locale tout en faisant parti d'un réseau témoigne de notre volonté de mutualiser les ressources, croiser nos expériences de lutte, les mettre en lien et échanger sur nos pratiques.

J E U X



Les résultats sont à retrouver en ligne à l'adresse :
<https://dijoncter.info/4625>

Horizontal

- 4** - On en cherche pour tuer le temps et on en organise pour abattre le capitalisme
- 6** - Loi inhospitalière
- 9** - Ça ne sert à rien de le bloquer quand les raffineries sont elles-mêmes à l'arrêt.
- 10** - Crème des ordures sur la place de la République
- 12** - Se sont sentis plus qu'on aurait pu l'imaginer concernés par la réforme des retraites
- 14** - Ont gagné leur recours contre l'écoquartier cette année.
- 16** - Met des étoiles dans les yeux des bourges, mais se fait étoiler la vitrine en fin de manif.
- 20** - Se trouve parfois en haut des poteaux électriques devant les lieux militants
- 21** - Pas l'acolyte de batman. Se revendique de l'apaisement
- 22** - Service public qui depuis 2006 se transforme.
- 23** - Son nouveau dépôt à été bloqué par une action d'extinction rebelle cette année.
- 26** - 1500 personnes dans la rue : malgré une pluie battante, le feu !
- 27** - Pas touche REBS !
- 28** - A supplanté Dijon dans la production de moutarde. La triste actualité de cette année nous en a fait prendre conscience.
- 29** - À l'hôtel de ville de Dijon, 30 000 euros quand on les fait griller !
- 30** - Elles chantent "Macron, ordure, on va t'enfourer à Bure"

Vertical

- 1** - Leur homonyme féminin trouve rarement des volontaires. Eux les trouvent quand ils sont révoltés.
- 2** - Brûlent sous les fenêtres des ordures
- 3** - Vit sur une exoplanète où la plupart des gens travaillent avec un exo-squelette. Une sorte de monde parallèle où ce sont les manifestant-es qui jettent des grenades sur les policiers.
- 5** - Trouve les caméras de surveillances bien utiles.
- 7** - Mettent toujours autant le feu aux manifestations.
- 8** - Fait grave rêver.
- 11** - Qui sème le béton aura...
- 13** - Plein d'énergie.
- 15** - La préfecture leur met des coups de pression dans le Bien Public.
- 17** - Semble doucement s'éloigner du spectre des droits humains lorsque ça embête trop le pouvoir en place.
- 18** - Indissolubles.
- 19** - Nouvelle forme de rébellion.
- 24** - La meilleur retraite c'est l'...
- 25** - N'en sont pas à leur première vigie.

La playlist de la Chronique Chanson

Chaque semaine dans Dijoncter, une vieille chanson francophone aux paroles incroyables.

Patriarcat de Brigitte Fontaine
Chantez la vie, l'amour et la mort de Gilles Servat

La bataille du sucre de Ange
Paris en colère de Mireille Mathieu

Cogne en nous le même sang de Dominique Grange

Laissons entrer le soleil de Julien Clerc

Viva la pappa ! de Dalida

Un bombardier avec ses bombes de Daniel Vandevarde

Maman elle est pas si bien que ça de Anne Sylvestre

Le mal du pays de Manno Charlemagne

Marie Colère de Marie Laforêt
J'ai peur de vivre des enfants terribles

Jusqu'à la ceinture de Graeme Allwright

Avant-guerre de Daniele Messia

Tranche de vie de François Béranger

Paris s'éveille de Jacques Le Glou

Caramels et Bretzels de Stella

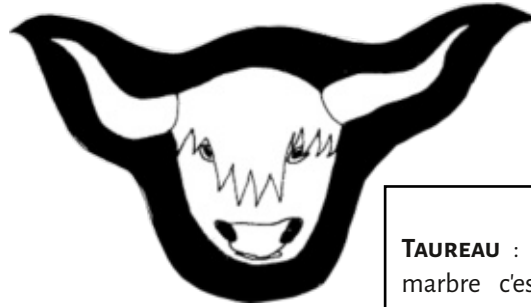
Qu'avez-vous à déclarer ? des Frères Jacques



LES SIGNES ASTRO ET LE MOUVEMENT SOCIAL



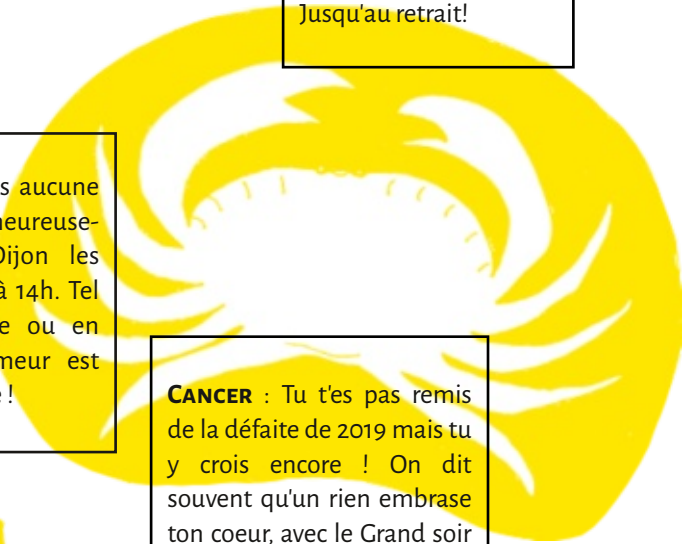
BÉLIER : Si le gouvernement cherche un peu trop de quel bois tu te chauffe il le verra! Poubelle, caméra, Tesla, tout y passe ! D'ailleurs tu enflames aussi les coeurs !



TAUREAU : Souvent de marbre c'est la grève générale qui fait fondre ton coeur. Têtu, pour elle tu ne lâches rien! Jusqu'au retrait!



GÉMEAUX : Tu ne rates aucune boum de soutien, heureusement pour toi à Dijon les manifs sont toujours à 14h. Tel un cocktail en soirée ou en manif ta bonne humeur est toujours enflammante!



CANCER : Tu t'es pas remis de la défaite de 2019 mais tu y crois encore ! On dit souvent qu'un rien embrase ton coeur, avec le Grand soir tu risques l'incendie.



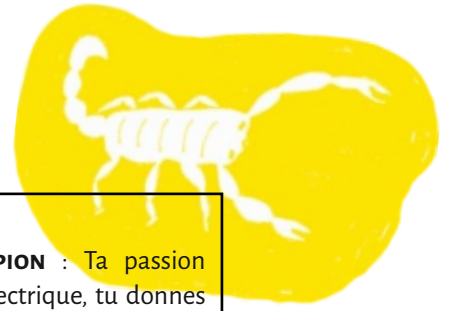
LION : Star du cortège de tête même si tu penses que le noir te met pas assez en valeur. Cherche bien sous les K-way tu trouveras peut être ton âme soeur!

VIERGE : Lucide tu sais guider tes camarades vers les bon choix, les bonnes barricades, les bon combats ! Mais oublie pas aussi parfois de lâcher prise!

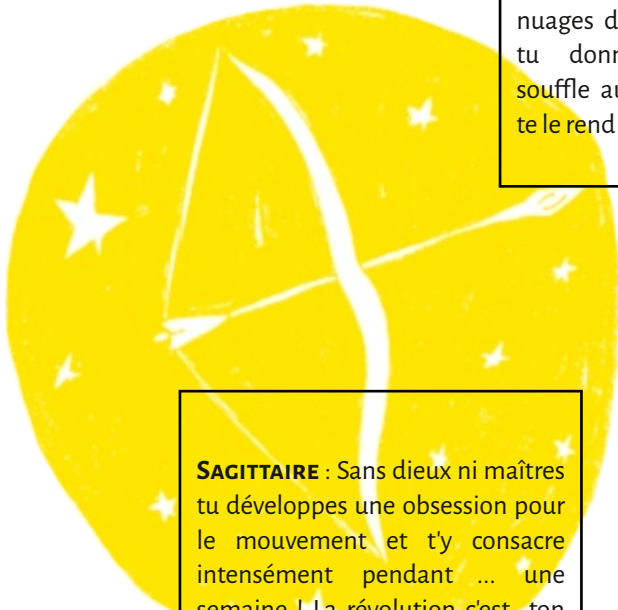




BALANCE : Comme le vent d'ouest qui repousse les nuages de gaz vers les flics, tu donnes un nouveau souffle au mouvement. Et il te le rend bien !



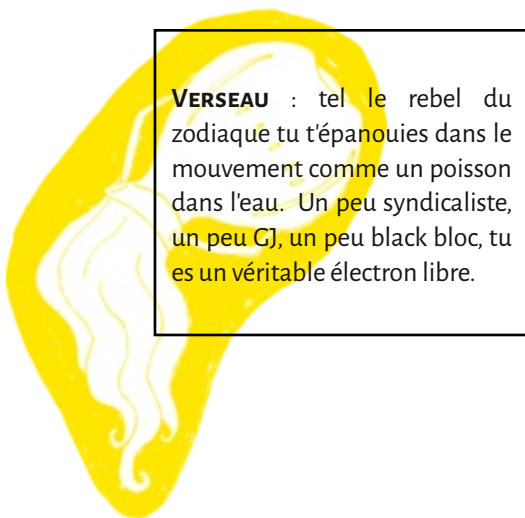
SCORPION : Ta passion est électrique, tu donnes tout ou tu coupes tout ! Soutien inconditionnel à la CGT Énergie !



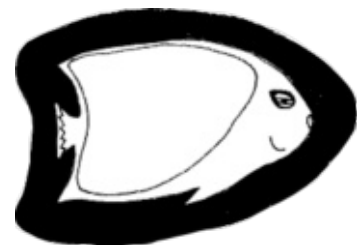
SAGITTAIRE : Sans dieux ni maîtres tu développes une obsession pour le mouvement et t'y consacre intensément pendant ... une semaine ! La révolution c'est ton premier amour mais tu as juste un peu du mal à t'engager.



CAPRICORNE : Grève, blocage, manif sauvage, tu ne t'arrêtes jamais, toujours plus haut, toujours plus fort, chaque jour, chaque minute, chaque seconde. En amour ou pour la révolution ta loyauté est sans faille.



VERSEAU : tel le rebel du zodiaque tu t'épanouies dans le mouvement comme un poisson dans l'eau. Un peu syndicaliste, un peu GJ, un peu black bloc, tu es un véritable électron libre.



POISSON : Toujours le nez en l'air tu as déjà imaginé mille fois le monde d'après . Oublie pas de vivre le moment présent, casseroles et assemblées interluttées seront ravir ton esprit visionnaire.

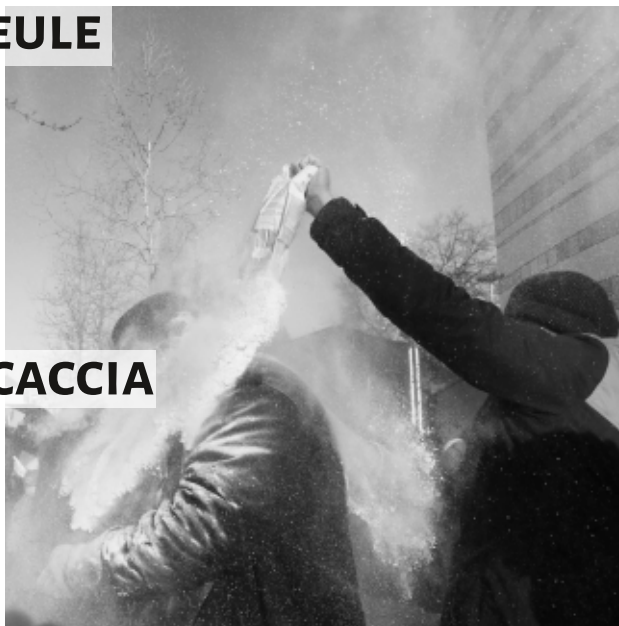
LES RECETTES DE L'AFA-PB

ACTION ANTIFASCISTE

PÂTISSERIE-BOULANGERIE

EN GUISE D'AMUSE-GUEULE

- Prenez un militant République Souveraine qui s'est cru à sa place dans un cortège CGT
- Huilez abondamment
- Attention le militant République Souveraine peut être épicé, on vous conseille de servir avec quelques pains



À TOUTE HEURE : LA FOCACCIA

- Prenez un membre de l'UNI et partisan de Zemmour, qui pensait être incognito dans un rassemblement de profs.
- Farinez abondamment
- Huilez
- Laissez reposer derrière la BAC



EN DESSERT : LA CRÊPE

- Prenez une candidate à la réputation zemmourienne et son acolyte en train de « tracter » dans une fête de village
- Arrosez d'un fond de bière tiède
- Farinez abondamment

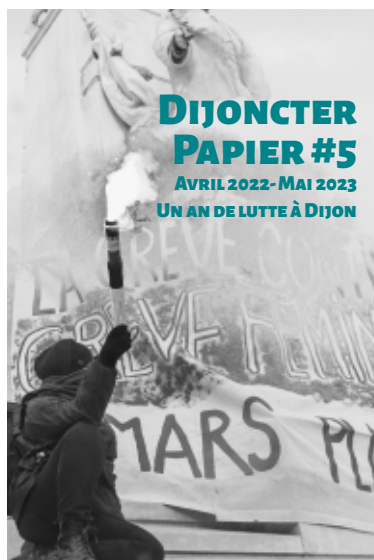
Variante

- Prenez la même candidate, son acolyte, accompagnés en plus d'un ancien flic comme garde du corps
- Farinez
- Huilez
- Ajouter quelques œufs avec la coquille
- Laissez reposer 5 minutes et retrouvez le résultat sur l'Instagram de l'intéressée

À consommer dans des larmes de politicard-es indigné-es

Retrouvez le communiqué de revendication des sachets de farine révolutionnaires de l'AFA en ligne sur <https://dijoncter.info/3762>

DIJONCTER PAPIER #5 ÇA AURAIT AUSSI PU ÊTRE...



POUR SOUTENIR DIJONCTER.INFO

Dijoncter.info, ça fonctionne sans subvention, sans abonnement, sans mécénat, sans salaire, bref sans argent.

Mais ça fonctionne aussi sans nom, sans gloire, sans carrière journalistique...

Alors si vous tenez au journal en ligne, plusieurs choses sont possibles pour en garantir la pérennité :

- **Proposer des articles** : même si vous ne vous sentez pas très à l'aise, l'équipe de modération est justement là pour vous aider !

- **Envoyer des informations par mail** : lorsqu'un événement ne vous semble pas annoncé sur le site, lorsqu'une information vous semble fautive, etc. N'hésitez pas à nous écrire pour nous en informer.

- **Relayer les articles** : sur les réseaux sociaux, autour de vous, par mail à vos ami-es... Lorsqu'un article vous plaît, aidez-nous à le diffuser !

- **Favoriser la découverte du site** : en intervenant dans des réunions ou des assemblées générales, en laissant des petits mots dans les toilettes de votre école ou de votre entreprise, en profitant de quelques murs vides pour en suggérer la lecture aux passant-es.

- **Donner de l'argent** : les ventes des Dijoncter Papier sont un des seuls moments dans l'année où il est possible de financer l'existence du site (coûts des serveurs, stickers, impressions, etc.), n'hésitez pas à être généreux-ses si vous en avez les moyens !

- **Faire des retours à l'équipe de modération** : globalement, nous sommes toujours heureux-ses de recevoir des critiques argumentées, des mots d'amour ou d'encouragement dans nos boîtes à lettres. Chaque message de lecteur ou lectrice donne sens à notre travail quotidien !

Et puisque justement la plupart des contributeurs et contributrices qui font vivre Dijoncter.info sont parfaitement anonymes, nous en profitons pour leur dire mille fois merci pour leurs articles et leurs relectures ! Avec un merci particulier pour les personnes qui immortalisent infailliblement chaque manifestation grâce à leur regard avisé (et à leurs appareils photos...) !

L'équipe de modération
de Dijoncter.info

CONTACT@DIJONCTER.INFO

DIJONCTER INFO

RETOUR SUR UN AN DE LUTTE À DIJON

URBANISME DIJONNAIS : LES RAVAGES CONTINUENT

LA POLITIQUE DE LA VILLE DE DIJON CONTRE LA DÉFENSE DU VIVANT

C'EST L'HOPITAL QUI M'A RENDUE MALADE

TÉMOIGNAGE D'UNE SOIGNANTE DU CHU DE DIJON

SOUS L'OEIL DE LA CAMÉRA

RÉAGIR ET S'ORGANISER FACE À LA SURVEILLANCE

VERS LA GRÈVE FÉMINISTE

RETISSER LES LIENS ENTRE ANTICAPITALISME ET FÉMINISME

TERRITOIRES EN LUTTE

SURVOL ET REPÉRAGE EN BFC

RÉFORME DES RETRAITES

RÉCIT À CHAUD D'UNE GUERRE DES MONDES

LES DESSOUS DES FAFS

DANS L'ARRIÈRE-BOUTIQUE DU RN FRANC-COMTOIS

<https://dijoncter.info>

Version papier - Numéro 5 - Mai 2023 - Prix Libre
Disponible dans tous les lieux dijonnais débranchés

